



Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence

Ce que nous avons entendu

RAPPORT FINAL

23 juillet 2018

Consultations — N° d'offre à commandes : H4133_173480_001_CY (volet B)

Préparé par : Ipsos Public Affairs

1, rue Nicholas, bureau 1400

Ottawa (Ontario) K1N 7B7

Téléphone : 613-241-5802

Télécopieur : 613-248-7981

www.ipsos.ca



Table des matières

1.0	PRÉSENTATION	3
1.1	CONTEXTE.....	3
1.2	PRINCIPAUX THÈMES EN UN COUP D'ŒIL	3
1.3	QUI AVONS-NOUS ENTENDU?	5
2.0	CE QUE NOUS AVONS ENTENDU	7
2.1	STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE	7
2.2	RÔLE DU CENTRE CANADIEN DANS LA LUTTE CONTRE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE	19
2.3	FONDS POUR LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE.....	21
2.4	DOCUMENTS ET RESSOURCES D'APPRENTISSAGE	25
2.5	MOBILISATION DES INTERVENANTS	26
2.6	AUTRES COMMENTAIRES ET RÉACTIONS	27
3.0	ANNEXE	28
3.1	QUESTIONNAIRE EN ANGLAIS	28
3.2	QUESTIONNAIRE EN FRANÇAIS.....	37

1.0 Présentation

1.1 Contexte

Faisant partie intégrante de Sécurité publique Canada, le Centre canadien pour l'engagement communautaire et la prévention de la violence (Centre canadien) a été mis sur pied pour exercer un leadership national en matière de politiques, appuyer les initiatives locales, et coordonner la recherche active pour lutter contre la radicalisation menant à la violence. Depuis sa création, le Centre canadien a réuni des organismes communautaires, des intervenants et des experts de partout au Canada afin d'élaborer une stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence. L'accent est mis sur la prévention de la radicalisation menant à la violence sous toutes ses formes, quelle qu'en soit l'origine.

Au cours des derniers mois, le Centre canadien a consulté ses partenaires, les intervenants et le public afin d'élaborer une stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence. Bon nombre de priorités différentes ont été établies.

La consultation publique en ligne visait à entendre les partenaires, les intervenants et le public en vue de définir les priorités d'une stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence et de déterminer de quelle manière les organisations partout au pays peuvent collaborer à l'élaboration d'une stratégie commune. La consultation s'est déroulée du 5 avril au 3 mai 2018 et a permis de recueillir 715 réponses à un questionnaire composé de questions à réponse courte, à choix multiples et à choix unique concernant l'orientation, les priorités, le financement et les publics cibles du Centre canadien dans le cadre de son travail axé sur la lutte contre la radicalisation menant la violence. Les résultats de la consultation, pour ce qui est des réponses à choix multiples et à choix unique, sont présentés dans le présent rapport sous forme de chiffres (nombre de mentions), dont certains sous forme de graphiques, pour faciliter la compréhension. Le nombre de contributions à chaque question dans le cadre de la consultation variait, étant donné que certains participants n'ont fourni que des réponses partielles.

Le présent rapport repose sur les commentaires, idées, opinions et points de vue précieux soumis par les répondants à la consultation publique en ligne. Les renseignements présentés sont de nature directionnelle et, comme la participation était volontaire, les résultats ne devraient pas être extrapolés à un public élargi.

Le résumé de la discussion présenté dans ce rapport offre un aperçu thématique de la rétroaction qui a été soumise dans le cadre du processus de consultation.

1.2 Principaux thèmes en un coup d'œil

Dans l'ensemble, les participants ont appuyé les secteurs d'intervention privilégiés recommandés pour le Centre canadien ainsi que la stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence. Peu de répondants ont suggéré d'autres secteurs à prendre en considération, mais certains ont insisté sur des mesures pertinentes à prendre pour la prévention de grande portée de la radicalisation, ou ont mentionné des changements idéologiques nécessaires entourant la diversité ou l'identité collective ou des modifications au sein de la société qui, selon eux, pourraient être réalisés grâce à des campagnes d'éducation et de sensibilisation du public.

Plus précisément, les participants ont laissé entendre que la participation des autorités auprès de groupes particuliers pourrait ne pas réduire le risque de violence et serait même susceptible de rendre la violence plus probable en raison des tensions antérieures entre les responsables de l'application de la loi et ces groupes.

Certains thèmes récurrents tout au long de la discussion sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence, la stratégie nationale, le rôle du Centre canadien, les possibilités de financement et l'élaboration de produits de connaissances englobaient ce qui suit :

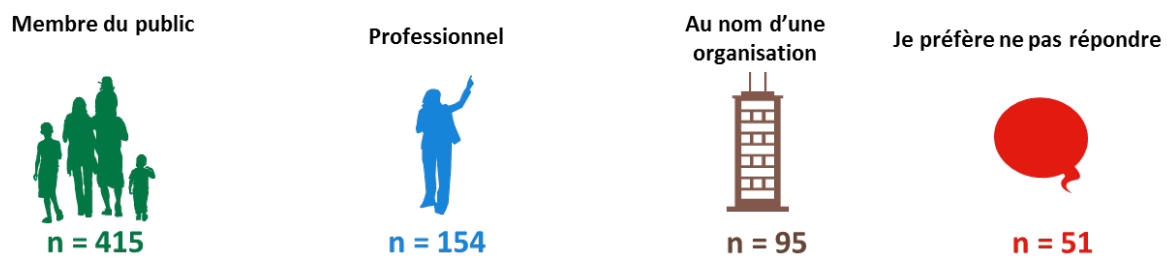
- **Éducation et sensibilisation du public** — Des programmes éducatifs qui démontrent l'effet des comportements violents et radicalisés, y compris la formation sur le terrain au sein des collectivités, ont été recommandés comme moyens de promouvoir une prise de conscience du public à l'égard de la lutte contre la radicalisation menant à la violence.
- **Établissement de liens** — Un partenariat avec les dirigeants communautaires, les groupes marginalisés (peuples autochtones, groupes LGBTQ+, groupes minoritaires), et les agences gouvernementales régionales et fédérales ont été fortement encouragés par les participants. Selon eux, le Centre canadien devrait jouer un rôle prépondérant dans la coordination d'un effort conjoint pour contrer la radicalisation menant à la violence. Quelques participants ont souligné que, pour mobiliser certaines collectivités, le messenger revêt un caractère tout aussi important que le message, et ont insisté sur la nécessité de travailler avec les dirigeants communautaires et les personnes d'influence au sein du groupe et de tisser des liens entre eux.
- **Facteurs et problèmes sous-jacents** — La détermination et la compréhension des problèmes sous-jacents communs qui causent la radicalisation menant à la violence ont fait l'objet de fréquentes discussions. Les participants ont souvent recommandé la collaboration avec les établissements de santé mentale, les établissements de recherche et les responsables de l'application de la loi pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la radicalisation menant à la violence au moyen de l'éducation, de la recherche et d'autres activités.
- **Intervention auprès des jeunes** — De nombreux participants ont souligné l'importance de l'intervention et des programmes auprès des jeunes. Ils ont le sentiment que la population plus jeune peut acquérir une résilience face à la radicalisation menant à la violence grâce à des programmes scolaires et à des plateformes en ligne.
- **Services sociaux** — Pour aider à résoudre les problèmes sous-jacents, les participants ont mentionné la façon dont les services sociaux peuvent offrir des possibilités, des ressources et du soutien aux personnes ou aux groupes exposés à un risque de marginalisation afin de réduire la probabilité d'une radicalisation menant à la violence.
- **Rôle des médias** — Bien que de nombreux participants aient fait remarquer que les médias peuvent constituer un bon moyen d'accroître la sensibilisation à la radicalisation menant à la violence et d'atteindre des publics cibles importants, ils ont également discuté du rôle des médias dans la diffusion de faux renseignements ou la promotion de certaines idées qui, selon eux, peuvent éventuellement mener à la radicalisation.

1.3 Qui avons-nous entendu?

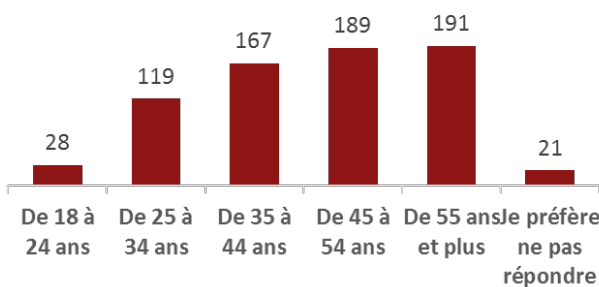
La consultation s'est déroulée en direct du 5 avril au 3 mai 2018 et a permis d'obtenir des réponses d'un large éventail de Canadiens, d'organismes et d'autres intervenants à propos de Sécurité publique Canada et de la stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence du Centre canadien pour l'engagement communautaire et la prévention de la violence.

Comme indiqué plus haut, le profil des participants n'est pas représentatif de tous les Canadiens et ne constitue pas le point de vue du grand public ou de l'ensemble des organisations ou des professionnels. Ce rapport représente les points de vue des participants concernés et devrait être considéré comme une source directionnelle de rétroaction, de priorités et d'idées rattachées à cette question.

AUTEURS DE LA RÉTROACTION



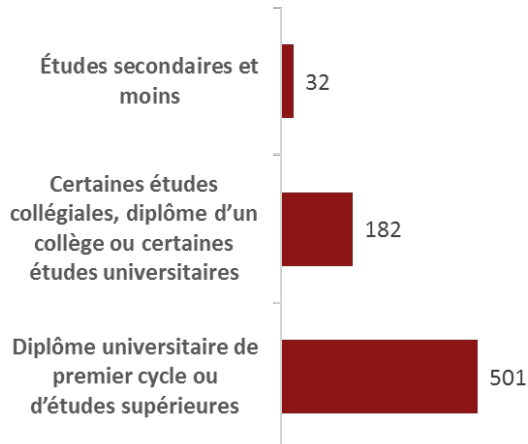
ÂGE



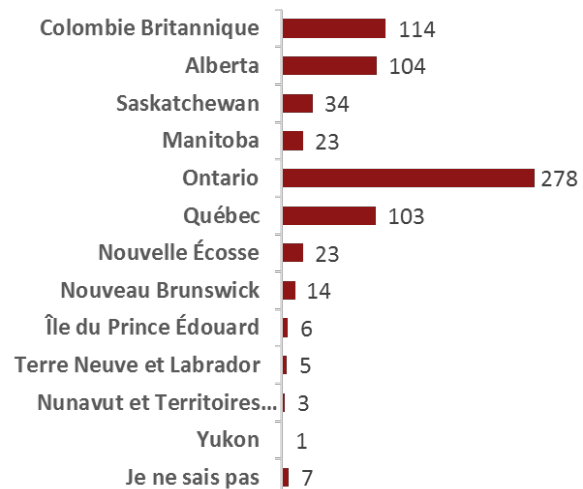
SEXE



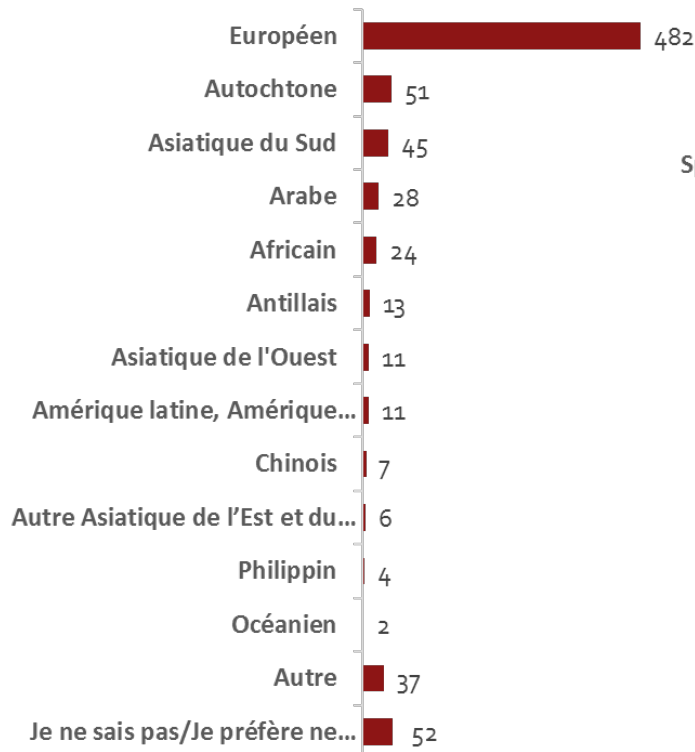
SCOLARITÉ



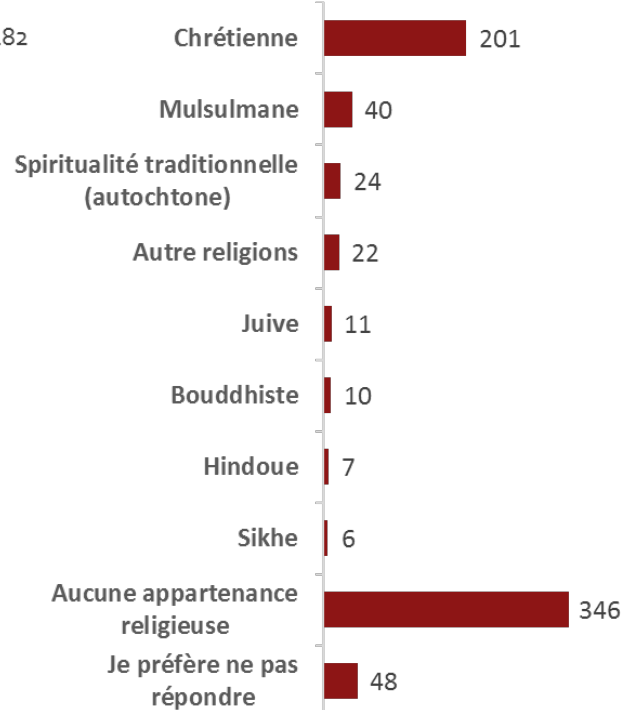
RÉGION



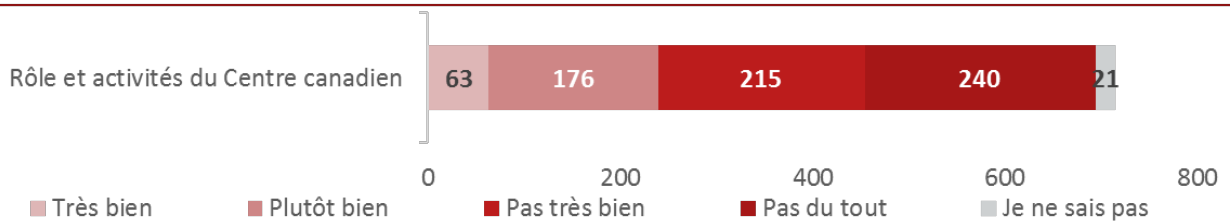
ETHNICITÉ



RELIGION

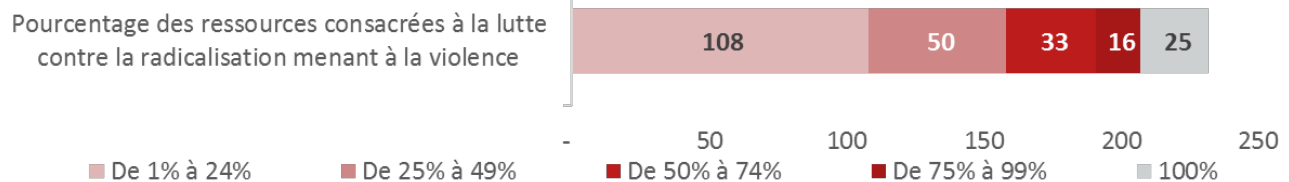


CONNAISSANCE DU CENTRE CANADIEN



POURCENTAGE TOTAL DES RESSOURCES CONSACRÉES À LA LUTTE CONTRE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE

Niveaux d'efforts et de ressources des professionnels et des organisations qui participent à la lutte contre la radicalisation menant à la violence



2.0 Ce que nous avons entendu

2.1 Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence

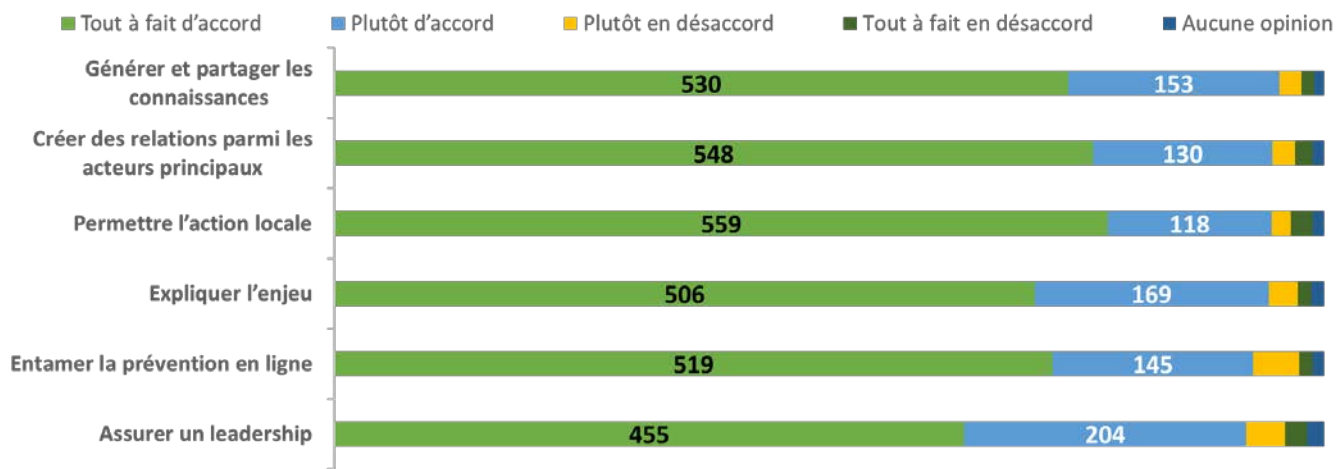
La consultation en ligne portait sur un certain nombre de secteurs d'intervention privilégiés potentiels sur lesquels le Centre canadien pourrait se concentrer pour favoriser la coopération nationale dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence. On a présenté aux participants des définitions expliquant ces principaux thèmes et on leur a demandé sur lesquels parmi ceux-ci le Centre canadien devrait mettre l'accent. Voici ces thèmes :

- **Expliquer l'enjeu** : Expliquer comment et pourquoi la radicalisation menant à la violence et à l'extrémisme violent peut survenir, les formes qu'elle prend au Canada, y compris ses répercussions sur les personnes et les collectivités.
- **Créer des relations parmi les acteurs principaux** : Identifier les personnes et les organisations qui jouent des rôles importants dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence au Canada ainsi que la façon dont elles travaillent ensemble et peuvent travailler ensemble (par exemple, forces de l'ordre, services de santé et services sociaux, éducation et organisations communautaires).
- **Permettre l'action locale** : Montrer des façons de sensibiliser les gens, de réfuter les mythes et de renforcer la capacité locale de soutenir les activités de prévention ainsi qu'aborder les préoccupations des collectivités au sujet de la haine, de la peur et du conflit.
- **Entamer la prévention en ligne** : Expliquer de quelle façon les extrémistes violents et les terroristes utilisent Internet ainsi que les répercussions sur les personnes et les collectivités; et examiner les méthodes prometteuses de prévention et d'intervention en ligne.
- **Générer et partager les connaissances** : Examiner et communiquer les conclusions des recherches sur la radicalisation menant à la violence qui sont pertinentes au contexte canadien en mettant l'accent sur les mesures efficaces de prévention ainsi que les mesures permettant de s'attaquer aux répercussions de la radicalisation menant à la violence.
- **Assurer un leadership** : Montrer de quelle façon le Centre canadien réunira les efforts de partout au Canada et les renforcera; acquérir et communiquer une expertise; créer des réseaux nationaux et internationaux; et investir dans la recherche et les programmes fondés sur des preuves scientifiques.

Dans l'ensemble, les participants ont appuyé de la même façon chacun de ces secteurs d'intervention privilégiés, mais le rôle du Centre canadien consistant à assurer un leadership et à expliquer l'enjeu faisait moins l'unanimité chez certains répondants.

Quelques participants étaient en désaccord avec ces secteurs d'interventions privilégiés et ont mentionné un éventail d'enjeux différents. Certains ont insisté sur la nécessité de trouver les bons acteurs pour les interventions, tandis que d'autres ont estimé que la priorité devrait être accordée à d'autres secteurs (comme la violence des gangs). Quelques-uns ont exprimé des préoccupations concernant les politiques d'immigration et le multiculturalisme.

Figure 1 — Secteurs d'intervention privilégiés pour le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence



Q3. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'idée que le Centre canadien devrait se concentrer sur ces domaines? (Réponses des participants = 715)

L'un des ajouts les plus mentionnés est l'inclusion de programmes d'éducation et de formation. Cela comprenait de sensibiliser le grand public aux différentes religions, notamment en mettant l'accent sur les principales religions, en faisant ressortir les aspects positifs de celles-ci, et en favorisant l'engagement et la compréhension entre les communautés religieuses et culturelles. La mobilisation des jeunes a également été soulignée par un certain nombre de participants comme un secteur d'intervention privilégié particulièrement important.



Il faut privilégier davantage l'emploi des stratégies et des ressources éducationnelles et pédagogiques (y compris la formation des enseignants) comme approches en douceur dans la lutte contre la radicalisation. » [Traduction]

Identifier les jeunes à risque et intervenir rapidement pour éviter qu'ils se radicalisent. Identifier les jeunes radicalisés et intervenir rapidement pour éviter le passage à l'acte. »

Certaines des recommandations se révélaient plus spécifiques à la lutte contre la radicalisation menant à la violence. Celles-ci étaient axées sur l'éducation, les programmes de formation, les trousseaux d'outils et les programmes de sensibilisation pour les communautés minoritaires et marginalisées en vue de s'attaquer au problème de façon proactive. Ces trousseaux d'outils seraient également fournies aux organismes de première ligne qui œuvrent déjà auprès de ces populations.



Une aide ou un mécanisme pour les organisateurs communautaires de première ligne et sur le terrain qui travaillent directement auprès des collectivités, mais qui ne savent pas comment obtenir du financement pour mettre en place des programmes communautaires qui visent à prévenir la radicalisation menant à la violence et à lutter contre celle-ci. » [Traduction]

Le rôle des médias et de la désinformation dans la perpétuation d'idées perçues comme conduisant à des discours haineux et à la violence a également été abordé. La violence sexiste et la misogynie ont aussi fait l'objet de discussions approfondies de la part des participants, plus particulièrement en ce qui touche les commentaires reçus au début du mois de mai par suite de l'attaque d'un véhicule à Toronto.



Aborder le rôle des médias dans la perpétuation des stéréotypes nuisibles dans leurs publications et dans les commentaires en ligne qu'ils autorisent. Formuler des recommandations en matière de surveillance et de responsabilisation. » [Traduction]



Dans le cadre de la stratégie, il devrait y avoir une intégration claire d'un point de vue tenant compte des différences entre les sexes, conformément à l'engagement du Canada envers l'analyse comparative entre les sexes plus et le Plan national d'action du Canada consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité. En outre, la stratégie devrait examiner précisément toutes les formes de radicalisation menant à la violence, y compris les tenants de la suprématie blanche et de la violence misogynne. » [Traduction]

Un autre ajout fréquemment mentionné est le partenariat entre les gouvernements (fédéral, provinciaux et territoriaux), les organisations non gouvernementales (ONG) qui s'occupent de ces questions, les communautés religieuses (y compris les dirigeants communautaires et les membres des collectivités) et les collectivités autochtones pour comprendre quelles mesures sont susceptibles de se révéler les plus efficaces à long terme. Bien qu'il y ait eu peu de recommandations concernant la mise en place d'une structure officielle pour ces relations, la nécessité d'établir et de maintenir ces partenariats a été soulignée tout au long de la rétroaction comme un domaine d'intérêt clé pour la stratégie nationale et le Centre canadien. Des lois claires ou strictes quant aux actions violentes ont également été mentionnées par certains participants, plus particulièrement en ce qui concerne les discours haineux.



Permettre l'action locale se révèle primordial. En l'absence de celle-ci, toute la théorie apprise et comprise ne présentera aucune valeur. » [Traduction]



Influencer les modifications législatives afin d'imposer des sanctions pénales plus sévères en ce qui touche la participation à toute tribune qui promeut des idéologies haineuses couramment utilisées dans la radicalisation. » [Traduction]

En outre, les participants ont souligné la nécessité de s'attaquer aux causes socio-économiques de la radicalisation et un désir que le gouvernement fédéral tende la main à d'autres pays et discute de leurs stratégies pour contrer la radicalisation menant à la violence. Le soutien à l'égard de santé mentale et les services sociaux ont aussi été souvent mentionnés.



En me fondant sur mes trente ans d'expérience à titre de travailleur social... Je crois qu'il se révèle important de s'attaquer à l'inégalité croissante des revenus, au racisme et à la discrimination afin que les gens puissent mener une vie agréable. » [Traduction]



J'ai l'impression qu'on a de la difficulté à faire la différence entre une personne qui fait partie d'un crime organisé qui perpétue la radicalisation menant à la violence et une personne qui s'identifierait à n'importe quoi qui stimule et répond au déséquilibre de sa santé mentale. »

D'autres ont mentionné la mobilisation auprès des personnes qui tentent de radicaliser les autres, la participation de tous les secteurs (y compris les entreprises et la technologie) à l'élaboration d'une stratégie nationale, et des vérifications plus rigoureuses des antécédents des demandeurs d'asile.

Expliquer l'enjeu

Les participants ont soutenu l'importance de préciser comment et pourquoi la radicalisation menant à la violence et l'extrémisme violent peuvent se produire, et à quoi ils s'apparentent au Canada, y compris leur incidence sur les personnes et les communautés. Parmi les commentaires clés concernant cette approche, on a recommandé que le Centre canadien établisse des relations avec les organisations et éduque le public sur la radicalisation, l'extrémisme et la violence.

La plupart ont convenu que le rôle principal du Centre canadien devrait consister à faciliter le dialogue et la collaboration entre tous les intervenants, les organisations et les groupes laïques qui s'efforcent de s'attaquer à la radicalisation menant à la violence. Il s'agit notamment de fournir et de diffuser des ressources en matière de formation et d'éducation à l'intention des groupes susmentionnés, ainsi que d'octroyer des fonds et du soutien pour les ressources. En outre, les participants ont souligné que l'un des objectifs de ces ressources devrait être d'expliquer le point de vue d'autres personnes qui ne possèdent peut-être pas les mêmes valeurs que la population canadienne en général.



Le Centre devrait être le principal facilitateur des activités. Il devrait s'inscrire comme le chef de file. Il doit définir les enjeux locaux dans les collectivités et se concentrer sur des initiatives axées sur les résultats. Les jeunes devraient être le principal public cible. » [Traduction]



Il importe de mettre l'accent sur les programmes de prévention. La radicalisation exige la réunion d'un certain nombre de conditions, y compris la vulnérabilité des jeunes en raison de la multiplicité des obstacles. Il faut aborder les conditions à l'avance. » [Traduction]

Les participants ont souligné que la sensibilisation et l'éducation constituent les facteurs sous-jacents de ces enjeux et les domaines clés susceptibles d'être améliorés grâce au Centre canadien. Les participants ont fait remarquer que cette éducation devrait également consister en l'adoption d'une approche proactive et positive pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la radicalisation, y compris des déterminants sociaux, et la prise de mesures préventives. Toutefois, certains ont déclaré qu'une grande partie de ces renseignements sont déjà accessibles et que l'accent devrait être mis sur d'autres domaines comme permettre l'action locale, créer des relations ou entamer la prévention en ligne.



Il faut éviter les programmes d'information à n'en pas finir. Nous avons déjà beaucoup d'information sur le sujet. Le Centre devrait prioriser les actions concrètes visant la prévention auprès de la clientèle cible, c'est-à-dire ceux et celles susceptibles d'être radicalisés. »

Quelques autres recommandations comprenaient de surveiller les activités de radicalisation et d'en rendre compte, et de se servir de la recherche pour promouvoir des règles plus strictes et l'application de la loi.

En outre, les participants ont mentionné les publics cibles clés sur lesquels le Centre canadien devrait concentrer ses activités d'éducation et ses programmes afin d'enseigner comment et pourquoi la radicalisation menant à la violence peut survenir. Ces publics cibles clés s'inscrivaient souvent dans quatre grandes catégories où la communication de

l'information et des connaissances contribuerait à réduire la stigmatisation, la discrimination et la radicalisation potentielle.

- **Grand public**
- **Jeunes**
- **Agences gouvernementales** — y compris le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), la Gendarmerie royale du Canada (GRC), d'autres agences de renseignement et les services de police locaux
- **Collectivités minoritaires et immigrantes** – y compris leurs dirigeants et les membres de la collectivité

Diverses façons de s'adresser à ces publics ont été présentées, notamment par l'entremise des écoles et universités, des centres communautaires, des médias sociaux, des familles, parents ou tuteurs, et des services sociaux. Certains ont également souligné la nécessité pour ce public d'être particulièrement axé sur les jeunes des collectivités marginalisées ou minoritaires. Parmi les autres publics cibles proposés, mentionnons les universitaires, les collectivités autochtones et les collectivités minoritaires qui sont susceptibles de se radicaliser.

Créer des relations parmi les acteurs principaux

La détermination des personnes et des organisations qui jouent un rôle prépondérant dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence au Canada, ainsi que la façon dont elles collaborent et peuvent collaborer (par exemple, responsables de l'application de la loi, services de santé et services sociaux, éducation, organismes communautaires, etc.) était également considérée comme un objectif primordial pour le Centre canadien. Il s'agissait de l'aspect le plus important pour les répondants qui étaient des professionnels et des organisations consacrant plus de 75 % de leur temps et de leurs ressources à la lutte contre la radicalisation menant à la violence.

Dans le cadre des discussions sur les moyens de collaborer avec les principaux acteurs et de les aider à lutter contre la radicalisation menant à la violence, les participants se sont montrés particulièrement intéressés par la détermination et la facilitation des réunions et la collaboration entre les principales parties prenantes. Cela comprenait notamment de tisser des liens entre les dirigeants de diverses communautés ethniques, le gouvernement et le personnel de première ligne, et les personnes qui travaillent déjà dans les collectivités pour lutter contre la radicalisation menant à la violence et à ses répercussions sur les collectivités. Plusieurs ont laissé entendre que des acteurs clés avaient déjà été répertoriés par les personnes qui travaillent à l'heure actuelle à la lutte contre la radicalisation menant à la violence et que le Centre canadien devrait se concentrer sur l'établissement de liens et la coordination des efforts entre ces groupes.



Je crois que des organisations individuelles tentent de lutter contre la radicalisation menant à la violence, mais en vase clos. Je suis d'avis que les provinces et les collectivités peuvent mieux coordonner leurs efforts afin d'éviter les chevauchements et de s'assurer que les lacunes relevées sont comblées. Le Centre canadien pourrait favoriser la coordination et fournir un point de vue plus général à chacune des provinces (pratiques exemplaires, recherche, tendances, etc.). » [Traduction]

Certains ont recommandé de créer des centres, comme des centres communautaires, à la grandeur du pays, où les gens pourraient venir se renseigner sur les divers groupes, recevoir de l'aide pour faire face aux conflits et découvrir des services pouvant être utiles en ce qui concerne les causes de la radicalisation menant à la violence. En outre, les participants ont suggéré que soient offerts du matériel et des ressources en ligne pouvant être accessibles et utilisables par les organismes communautaires locaux, et que soit octroyé du financement et des ressources pour favoriser la collaboration entre les organismes officiels et non officiels à l'échelon local. Bien que certains ont accueilli favorablement l'apport du Centre canadien à l'échelle locale, d'autres estimaient que les discussions étaient mieux dirigées par ceux qui sont plus au fait du contexte local de leur collectivité.



Produire un catalogue de ressources à l'usage des groupes qui contient des documents pouvant être obtenus auprès du Centre canadien et des groupes eux-mêmes. Ce catalogue servirait également de guide pour les différents groupes, et si les coordonnées étaient incluses, cela favoriserait la création de réseaux. » [Traduction]



Il devrait s'efforcer de soutenir l'inclusion de voix et d'acteurs locaux crédibles pour aborder la violence de manière plus globale et holistique afin de garantir la diversité et de diversifier les activités et les solutions potentielles. Il convient de noter que le Centre canadien ne devrait pas prendre directement part à de telles activités, mais plutôt fournir des ressources pour aider les acteurs non étatiques, locaux, les groupes et/ou les mécanismes à collaborer avec des voix non traditionnelles, par exemple, Black Lives Matter, les activistes anti-pauvreté, qui connaissent leurs collectivités, font face à un éventail de problèmes et ont la crédibilité nécessaire pour atteindre les jeunes, y compris les jeunes qui se méfient des acteurs principaux. » [Traduction]

Le manque de ressources, notamment des fonds pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la radicalisation menant à la violence, a été perçu comme un problème majeur que le Centre canadien pourrait permettre de résoudre.



La sensibilisation au sein de la collectivité existe déjà et des efforts sont en cours. Les ressources pour effectuer le travail nécessaire diminuent, étant donné que le financement est insuffisant pour faire de la prévention à l'échelon local. La collectivité réagit de plus en plus à la crise en raison notamment du manque de ressources et de financement. La collaboration entre les organisations et les réseaux se révèle efficace, mais cela ne règle pas le problème de l'absence de ressources adéquates. De surcroît, nous constatons un désespoir croissant dû à la pauvreté. Le visage de la pauvreté s'aggrave pour les personnes qui vivent de l'aide sociale et l'ampleur de la pauvreté s'étend à un nombre accru de travailleurs et de familles au fur et à mesure que le coût de la vie augmente, mais que les revenus n'augmentent pas au même rythme. » [Traduction]

Il a aussi été question des avantages et des défis potentiels de l'intégration des responsables de l'application de la loi au sein des programmes du Centre canadien. Certains répondants étaient en faveur d'une participation accrue de la police, sur le plan de la sécurité et de la sensibilisation des collectivités, ou ont recommandé l'intervention de l'armée en ce qui a trait à la sécurité. D'autres ont déconseillé leur intervention en raison des tensions existantes entre certaines collectivités marginalisées et les responsables de l'application de la loi. Certains participants ont indiqué qu'il se révélait important de mobiliser les acteurs pertinents en fonction des collectivités visées par chaque programme, par exemple en mettant à contribution des gens de la collectivité plutôt que de l'extérieur.



Les forces de police ont tendance à avoir des effets antagonistes sur les groupes marginalisés, même si elles sont bien intentionnées. Les traumatismes passés avec les services de police ont tendance à susciter la méfiance. » [Traduction]



Les responsables de l'application de la loi ne devraient être inclus que dans les capacités de soutien à la collectivité, et non en tant qu'acteurs pour traiter des questions connexes. Les responsables de l'application de la loi devraient servir les collectivités dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent, et non pas être présentée ou perçue comme une application de la lutte contre l'extrémisme violent. » [Traduction]

Permettre l'action locale

Un autre thème abordé par les participants portait sur l'importance accordée à l'action locale et sur la démonstration de moyens d'accroître la sensibilisation, de dissiper les mythes et par ailleurs de renforcer la capacité locale à appuyer la prévention et à répondre aux préoccupations de la collectivité au sujet de la haine, de la peur et des conflits.

Certains participants ont recommandé l'octroi par le Centre canadien d'un financement direct aux organismes communautaires, aux organismes de bienfaisance locaux, aux ONG et aux établissements de santé mentale, puisqu'ils estimaient que les dirigeants communautaires comprennent souvent les défis auxquels font face les membres de leur collectivité. Ce financement pourrait servir à élaborer des campagnes de sensibilisation, des programmes de sensibilisation communautaire et à mettre sur pied des groupes de soutien pour les communautés marginalisées.



Fournir des ressources, outils et financement aux agences communautaires en région qui pourront gérer ces programmes aux continus. »



Procurer un soutien financier aux principaux acteurs pour diriger des initiatives communautaires (pas seulement des ateliers, mais aussi d'autres types de possibilités d'apprentissage par l'expérience) susceptibles d'aider les gens à comprendre et à mobiliser leur collectivité, et à favoriser un engagement intercommunautaire avec les personnes pouvant avoir d'autres croyances très différentes. » [Traduction]

D'autres participants ont recommandé que le Centre canadien tire parti des émissions de télévision et des films pour diffuser des renseignements sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence au sein des collectivités. Selon eux, la production de films communautaires sur la lutte contre la radicalisation menant la violence permettrait d'atteindre différents groupes d'âge dans les collectivités, plus particulièrement les jeunes et les personnes âgées.



Le financement de films de fiction et d'une série d'émissions de télévision qui se déroulent au Canada et qui montrent clairement comment traiter les questions liées à la haine, à la peur et aux conflits au sein des collectivités. La plupart des personnes sont des apprenants visuels et elles ont tendance à aimer les films et les émissions de télévision tournés là où elles vivent. » [Traduction]



Des publicités, des publications, des médias publics, du soutien financier à l'égard du travail entrepris pour combattre la haine, la peur et les conflits par l'entremise de projets locaux. Un appui envers des projets pour les jeunes ou les jeunes étudiants en cinéma qui peuvent prendre la forme de concours pour la création de vidéos de sensibilisation. » [Traduction]

En outre, les participants ont recommandé que les résultats de la recherche sur les explications de la radicalisation soient communiqués aux collectivités locales et aux agences gouvernementales régionales pour permettre une action locale. Ils considéraient cette information comme la clé pour comprendre et aborder les comportements violents. Les nouvelles recherches sur les causes de la radicalisation menant à la violence pourraient être traduites et distribuées aux membres de la collectivité afin de prévenir les comportements radicalisés.



Fournir les nouveaux renseignements aux collectivités de manière à ce qu'elles y aient accès. Pas seulement en ligne, mais par l'entremise d'une interaction interpersonnelle qui procure un soutien concret aux membres de la collectivité pour interpréter les nouvelles données et les utiliser efficacement pour accroître la sensibilisation. » [Traduction]



Communiquer de façon bidirectionnelle les constatations sur les causes et les effets sous-jacents de la haine, de la peur et des conflits aux organisations communautaires et aux gouvernements locaux. Octroyer un financement où l'on observe des progrès tangibles pour s'attaquer aux causes sous-jacentes par l'entremise de l'éducation, de la recherche et des activités. » [Traduction]

Entamer la prévention en ligne

Selon les participants, il faut comprendre comment les extrémistes violents et les terroristes se servent d'Internet, ainsi que l'incidence de cette utilisation sur les personnes et les collectivités. Ils étaient d'avis que le Centre canadien devrait examiner les avenues prometteuses pour la prévention et l'intervention en ligne.

La plupart des intervenants qui ont commenté ce sujet ont convenu qu'Internet constituait la principale source permettant aux groupes radicalisés d'entrer en relation avec le public, plus particulièrement les jeunes. La majorité des participants ont accueilli favorablement l'idée de collaborer avec les plateformes de médias sociaux et les entreprises de technologie pour réglementer le contenu en ligne, tandis que certains participants ont déclaré que la réglementation du contenu en ligne violerait les valeurs canadiennes et la liberté d'expression. Ils recommandent que le Centre canadien fournisse de l'information et des lignes directrices afin que le public reçoive des renseignements par l'entremise de sources dignes de confiance.



Il ne faut pas bloquer ces contenus, puisqu'ils refont surface, et les jeunes vulnérables trouveront toujours des moyens d'y accéder. Toutefois, il faut proposer un message alternatif à ces contenus extrémistes radicaux, notamment par l'interprétation véritable d'un texte religieux utilisé par des groupes extrémistes violents pour justifier leur cause ou leur action. Il faut donner aux jeunes et aux chefs religieux modérés un espace médiatique pour présenter les arguments de la lutte contre l'extrémisme violent. Les personnes vulnérables à la radicalisation menant à la violence ont tendance à chercher la légitimité et la justification auprès d'une figure religieuse et idéologique. Si nous ne pouvons pas leur donner cette figure, alors ils sont à la merci du discours et des modèles extrémistes radicaux. » [Traduction]



Développer des lois pour contrôler l'affichage en ligne, utiliser les ressources du gouvernement pour monitorer plus les activités en ligne, développer des programmes de sensibilisation auprès du grand public sur les risques d'utilisation et les conséquences possibles, en s'assurant de rejoindre le secteur jeunesse en particulier. »

De nombreux participants ont soulevé la question de la réglementation et de la surveillance du contenu en ligne, qu'ils perçoivent comme un élément fondamental pour empêcher les gens de s'engager dans des comportements violents radicalisés. Certains ont recommandé une association entre le Centre canadien et les plateformes de médias sociaux et des entreprises spécialisées dans la technologie (par exemple, Twitter, Facebook, Google, etc.) pour surveiller le contenu en ligne et restreindre certains sites Web qui offrent un contenu radical. D'autres participants s'opposent à la surveillance et à la restriction du contenu en ligne, mais ils croient que le Centre canadien devrait fournir aux plateformes de médias sociaux et aux entreprises spécialisées des lignes directrices et des protocoles sur les mesures à prendre en réponse aux tentatives de radicalisation sur leurs plateformes.



... En disant cela, je crois qu'il faut surveiller ceux qui encouragent le racisme, les opinions misogynes et homophobes dans les limites de la loi, bien sûr. Je suis aussi d'avis que la collaboration avec des entreprises de médias sociaux pour élaborer de solides conditions d'utilisation se révélerait utile, vous auriez besoin d'une relation continue comme on le constate avec la montée de la droite alternative et de l'État islamique alors qu'ils changent la langue vernaculaire pour tenter de dissimuler leurs intentions. » [Traduction]



Tenir les fournisseurs de services responsables des discours haineux hébergés sur leurs services. Collaborer avec les chercheurs et les fournisseurs de services pour améliorer les outils d'identification. Reconnaître les faux positifs qui permettent de contrer la rhétorique anti-extrémiste. Tenir un registre des personnes ou des groupes qui font l'objet de plaintes de violence en milieu de travail ou familiale et de toute autre activité fortement corrélée avec le discours et l'action extrémistes. Échanger cette information entre les organisations chargées de détecter les activités terroristes et d'y faire face. » [Traduction]

Selon de nombreux participants, l'absence d'un cadre juridique pour réglementer le discours haineux en ligne contribue à la propagation de la violence radicalisée. Ils sont en faveur de sanctions pénales plus sévères pour la participation à la diffusion de contenus radicalisés et la promotion de comportements violents.



Faire pression pour obtenir et promouvoir des lois plus strictes sur le discours haineux et imposer des conséquences plus graves pour les plateformes qui permettent ce type d'affichage sur leurs sites. » [Traduction]



Prévoir des incitations et des sanctions pour les principaux acteurs (Google, Facebook, Twitter...) afin de réduire les contenus extrêmes. Réglementer leurs conditions d'utilisation pour imposer des normes minimales et établir un mécanisme d'appel si les principaux acteurs refusent d'accueillir les plaintes justifiées. » [Traduction]

Bien que certains participants ont préconisé une approche législative pour contrer la radicalisation menant à la violence, d'autres ont préféré une stratégie de sensibilisation pour réduire les renseignements radicalisés figurant sur les médias sociaux et d'autres sites pertinents. Les participants ont également recommandé la mise sur pied d'une campagne de sensibilisation, de programmes de lutte contre la radicalisation et d'ateliers éducatifs par le Centre canadien en vue de renforcer la résilience numérique face à la radicalisation menant à la violence.



Accroître la sensibilisation à la radicalisation en exposant les tactiques utilisées par les extrémistes, afin que les gens puissent reconnaître qu'ils (ou leurs proches) sont victimes de manipulation. Il faut éviter les messages génériques ou généraux. Plaider pour que les agences de sécurité publique disposent d'un plus grand nombre d'outils d'enquête pour surveiller les extrémistes en ligne et intercepter les terroristes. » [Traduction]

Générer et partager les connaissances

La plupart des participants ont recommandé que le Centre canadien communique les principaux résultats de la recherche sur la radicalisation menant à la violence au Canada, en mettant l'accent sur ce qui fonctionne pour prévenir la violence et s'attaquer à ses répercussions. Le multimédia (infographie, dépliant, vidéo, messages d'intérêt public, etc.) et les plateformes en ligne constituent les deux moyens qui, de l'avis de la majorité des participants, se révéleraient les plus efficaces pour diffuser les connaissances d'experts auprès du grand public. D'autres estiment que les établissements d'enseignement, les agences communautaires et les médias devraient également participer à des activités éducatives visant à lutter contre la radicalisation menant à la violence.



Créer un portail en ligne accessible à tous, n'importe où au Canada, qui renferme des renseignements pertinents à l'échelle nationale et propres à une localité, qui dissipe les idées fausses, fournit des renseignements fiables sur les tendances actuelles et des ressources de soutien (surtout en ce qui concerne les craintes des gens de signaler les préoccupations qui mènent à une réaction excessive des responsables de l'application de la loi), et qui propose des ressources éducatives sous forme de littérature et de vidéos pouvant être utilisées par les collectivités afin d'accroître la sensibilisation aux enjeux. » [Traduction]



Les publics cibles clés qu'il faut tenter d'informer devraient inclure les chefs religieux, les éducateurs, les aumôniers, les travailleurs sociaux, les entraîneurs sportifs, toutes les personnes qui éduquent les jeunes, et non les jeunes eux-mêmes. Le gouvernement réussit rarement (voire jamais) à s'entretenir directement avec les jeunes à risque de radicalisation par l'entremise de méthodes officielles. Lorsque les facteurs de risque augmentent chez ces jeunes, une partie de leur état d'esprit dans cette phase de leur radicalisation est l'antiétatisme et une tendance à être contre l'autorité et anarchiste. La meilleure stratégie consiste à donner la priorité aux éducateurs communautaires et à ceux qui travaillent auprès des jeunes susceptibles de faire l'objet d'une radicalisation menant à la violence, plus particulièrement dans les banlieues où il y a une absence de vie communautaire et un risque accru d'isolement. » [Traduction]

Selon plusieurs répondants, le Centre canadien devrait jouer un rôle en informant le public des derniers faits nouveaux et des récentes tendances en matière de lutte contre la radicalisation menant à la violence. Certains participants ont recommandé de condenser la recherche universitaire et de la présenter au moyen d'infographies et de vidéos en ligne qui pourraient être largement transmises sur les médias sociaux. Les participants ont proposé que les infographes et les vidéos comportent un lien vers la recherche universitaire sur laquelle ils reposent afin de permettre aux utilisateurs de cliquer sur celui-ci s'ils veulent obtenir de plus amples renseignements sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence. D'autres ont recommandé de distribuer des brochures et des dépliants multilingues par l'entremise des services postaux aux personnes qui n'ont pas accès à l'information en ligne.



Employer du langage informel, distribuer des brochures, des vidéos, des publicités, visiter les écoles pour enseigner aux jeunes et discuter avec eux. Se concentrer sur les personnes âgées de 20 à 45 ans. » [Traduction]



Créer une plateforme centrale en ligne comportant le meilleur matériel pédagogique et soutenir sa publication et distribution. Les publics cibles clés comprennent les éducateurs, les responsables de la santé et de la santé mentale, les groupes communautaires, les groupes de nouveaux arrivants et les responsables de l'application de la loi. » [Traduction]

Les universités et autres institutions de recherche peuvent devenir des acteurs clés pour mener des recherches et informer le public sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence. Certains participants estiment que les universités et les centres de recherche ont la capacité de mobiliser le public pour le sensibiliser à la lutte contre la radicalisation menant à la violence.



Les connaissances des experts sous forme de rapports et d'études devraient être communiquées intégralement. Des infographies et des vidéos faciles à assimiler et à partager sur les médias sociaux et par l'entremise d'applications de messagerie instantanée comme WhatsApp et Telegram devraient également être produites. » [Traduction]

Assurer un leadership

La plupart des participants ont indiqué que le Centre canadien peut regrouper et faire progresser les efforts à l'échelle du pays grâce à diverses activités, y compris l'acquisition et la communication des connaissances spécialisées, la création de réseaux nationaux et internationaux et l'investissement dans les programmes et la recherche fondés sur des données probantes. Les participants ont recommandé que le Centre canadien fasse preuve de transparence quant à ses objectifs et à ses actions dans le processus de lutte contre la radicalisation menant à la violence.



En n'ayant pas recours au profilage et en prodiguant des conseils ouverts et transparents qui s'appliquent à de nombreuses situations. En se concentrant sur des collectivités en particulier plutôt que sur des personnes qui sont plus susceptibles d'être exclues, vous finissez par manquer des personnes qui font l'objet d'une radicalisation, parce qu'elles sont hors de votre champ de vision. » [Traduction]



Engager les communautés locales dans des consultations authentiques soyez à l'écoute et mettez en place leurs recommandations. Montrez de la transparence. »

Plusieurs ont répondu que le Centre canadien devrait prendre l'initiative de recueillir des renseignements sur les groupes marginalisés, y compris les peuples autochtones, les groupes LGBTQ+, les immigrants et les minorités visibles, et leur fournir du soutien puisqu'ils pourraient être touchés par la radicalisation et les menaces sur Internet. Certains ont également recommandé l'association du Centre canadien avec des agences locales pour assurer la distribution des ressources dans la région et évaluer leur incidence sur les groupes marginalisés.



En soutenant et en renforçant le leadership dont font preuve les groupes à risque. Prêter l'oreille aux personnes les plus touchées par la radicalisation, le harcèlement et les menaces sur Internet et le processus du bouc émissaire. Les femmes et les féministes ont essayé de nous informer de ces dangers. Les Noirs, les Autochtones et les gens de couleur ont tiré la sonnette d'alarme. Les personnes LGBT, les personnes handicapées et les immigrants (en particulier ceux qui proviennent de pays musulmans) s'affairent à assurer la sécurité de leur population et personne ne semble s'en soucier jusqu'à ce que cela touche une personne proche ou se produise dans leur quartier. » [Traduction]



Former autant de partenariats que possible en région pour assurer une distribution des ressources développées et leurs utilisations en région, faire du monitoring en région pour mesurer les impacts des programmes et activités et transmettre les meilleures pratiques au sein des réseaux. »

Les dirigeants communautaires sont considérés comme les principaux acteurs de la lutte contre la radicalisation menant à la violence. Ceux-ci jouissent d'une crédibilité au sein des collectivités locales pour s'adresser aux membres d'une manière qui leur permet d'être plus réceptifs à leurs idées. Certains répondants étaient d'avis qu'au lieu de se concentrer directement sur les collectivités, le Centre canadien pourrait animer des ateliers, des conférences et des programmes de formation au sein des collectivités afin de promouvoir la sensibilisation à la radicalisation menant à la violence.



Financer et renforcer les capacités des personnes les mieux placées pour faire face aux risques à l'échelon local. Le financement devrait s'inscrire à long terme et promouvoir la durabilité afin d'assurer les effets positifs du programme. En outre, favoriser la mise en réseau et l'échange de pratiques exemplaires entre les acteurs locaux (par exemple, par des ateliers, des conférences et en facilitant les présentations directes). » [Traduction]

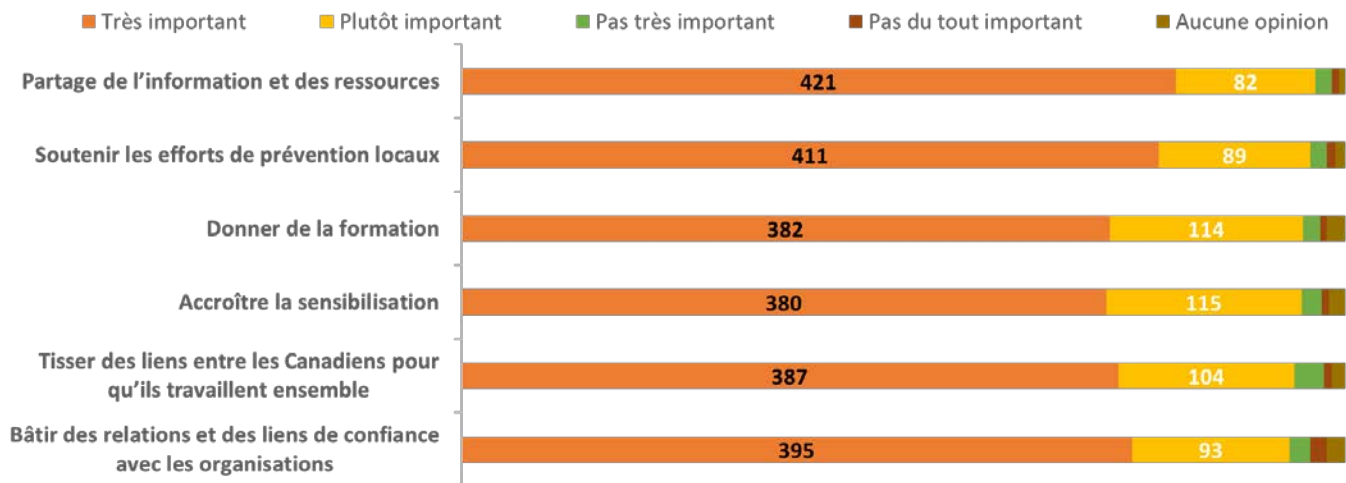
2.2 Rôle du Centre canadien dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence

On a présenté aux collaborateurs une liste de programmes ou d'initiatives d'engagement communautaire susceptibles d'être entrepris par le Centre canadien. Ceux-ci comprennent ce qui suit :

- **Bâtir des relations et des liens de confiance avec les organisations** : Favoriser et renforcer la confiance dans le cadre des interactions avec des organisations comme les organismes d'application de la loi, les services de santé et les services sociaux, avant et après des incidents de radicalisation menant à la violence et l'extrémisme violent.
- **Accroître la sensibilisation** au sujet de la radicalisation menant à la violence.
- **Partage de l'information et des ressources** : Fournir de l'information pertinente pour aider à répondre aux questions, diriger les gens vers les services et contrer les mythes et les préoccupations. Cela inclut un soutien pour les ressources dans les domaines de santé et des services sociaux (par exemple, psychothérapie, soutien familial et traitement lié aux traumatismes et aux problèmes de santé mentale).
- **Soutien des efforts de prévention locaux** : Soutenir les efforts locaux à identifier les ressources accessibles, à renforcer les capacités et à réunir les partenaires et les services pour soutenir les collectivités.
- **Tisser des liens entre les Canadiens pour qu'ils travaillent ensemble** : Mobiliser les groupes et les collectivités touchés par la radicalisation menant à la violence et l'extrémisme violent afin de mieux comprendre leurs expériences et, au niveau local, de répondre à leurs besoins et de soutenir leurs capacités.
- **Fournir de la formation** afin de mieux lutter contre la radicalisation menant à la violence.

Dans l'ensemble, chacun de ces éléments était considéré comme une composante importante du rôle du Centre canadien. Le partage de l'information et le soutien des efforts de prévention locaux ont recueilli le plus de soutien.

Figure 2 — Importance de l'engagement du Centre canadien auprès des collectivités



Q2a. À quel point est-il important que le Centre canadien se concentre sur chacun des thèmes ci-dessous dans ses rapports avec les collectivités (Nombre total de réponses des participants = 715)

Les participants qui connaissaient mieux le Centre canadien et la lutte contre la radicalisation menant la violence étaient plus susceptibles d'accorder une grande importance à toutes les activités de mobilisation potentielles.

Certains participants ont recommandé des approches multidimensionnelles qui comprenaient une compréhension des différentes entités identitaires qui composent les collectivités.



Il se révèle important d'appuyer les personnes et les organisations musulmanes canadiennes ainsi que les personnes touchées par la radicalisation de l'extrême droite s'exprimant par la violence, plus particulièrement les communautés autochtones, noires et juives. » [Traduction]

L'éducation et la sensibilisation des collectivités ont également été recommandées comme moyen de mobiliser les collectivités, d'accroître la sensibilisation et de combattre le racisme. Certains participants ont suggéré de propager davantage d'histoires de réussite individuelle et d'autres renseignements.



La prévention et la sensibilisation accrue à la question des extrémistes violents devraient être au centre de l'attention. » [Traduction]



Répertorier les bâtisseurs communautaires dans chaque collectivité et soutenir leurs efforts. » [Traduction]

Quelques participants ont également proposé une rétroaction plus spécifique pour contrer la radicalisation menant à la violence en mettant l'accent sur les mesures de prévention ou de répression de la violence. Les participants ont recommandé des mécanismes pour établir une relation de confiance avec les personnes à risque et atteindre les personnes radicalisées.



Faites-vous mieux connaître. J'ignorais que vous existez et j'ai un vif intérêt envers les jeunes et ce qui mène à leurs vulnérabilités et marginalisations, à leur ressentiment, et à leur radicalisation. Tout en privilégiant l'éducation des leaders et des fournisseurs de services qui travaillent auprès des jeunes, il faut assurer également de meilleurs contrôles sur les médias (par exemple, Rebel) et les médias sociaux (Facebook et Twitter) et leurs communications incitant à la haine. » [Traduction]



En plus de prévenir la radicalisation menant à la violence, il faut disposer d'un cadre pour y faire face une fois qu'elle se produit. Comment traitons-nous ceux qui commettent des actes de violence (par exemple, le conducteur de la fourgonnette qui a tué dix personnes à Toronto plus tôt cette semaine)? Quel cadre juridique existe-t-il pour réagir aux menaces en ligne (le cadre actuel qui consiste en le haussement des épaules de la police et à dire aux gens d'ignorer les commentaires ne fonctionne pas)? Bien que la prévention se révèle importante, la radicalisation menant à la violence ne se cessera pas du jour au lendemain. Nous avons besoin de soutien pour les victimes de violence et de moyens de déradicalisation des auteurs d'actes de violence. [Traduction]

2.3 Fonds pour la résilience communautaire

Le Centre canadien compte un programme de subventions et de contributions, le Fonds pour la résilience communautaire, qui fournit du financement à des organismes et à des personnes qui s'emploient à prévenir la radicalisation menant à la violence et ses impacts.

Établissement des priorités de financement

On a demandé aux participants d'indiquer des pourcentages de financement (jusqu'à un total de 100 %) entre les différents domaines de financement proposés dans le cadre du Fonds pour la résilience communautaire.

En moyenne, le renforcement de la résilience des jeunes à l'extrémisme violent en ligne constituait la première priorité parmi les participants, suivi de l'information et des ressources pour accroître la sensibilisation, de la formation et du renforcement des capacités pour les personnes qui travaillent auprès du public. Les événements destinés à réunir les principaux acteurs et experts, les ressources pour la famille et les pairs ainsi les outils de mesure de l'efficacité étaient moins prioritaires pour de nombreux participants.

Figure 3 — Répartition moyenne des fonds par les participants, par domaine d'activité (y compris 0)



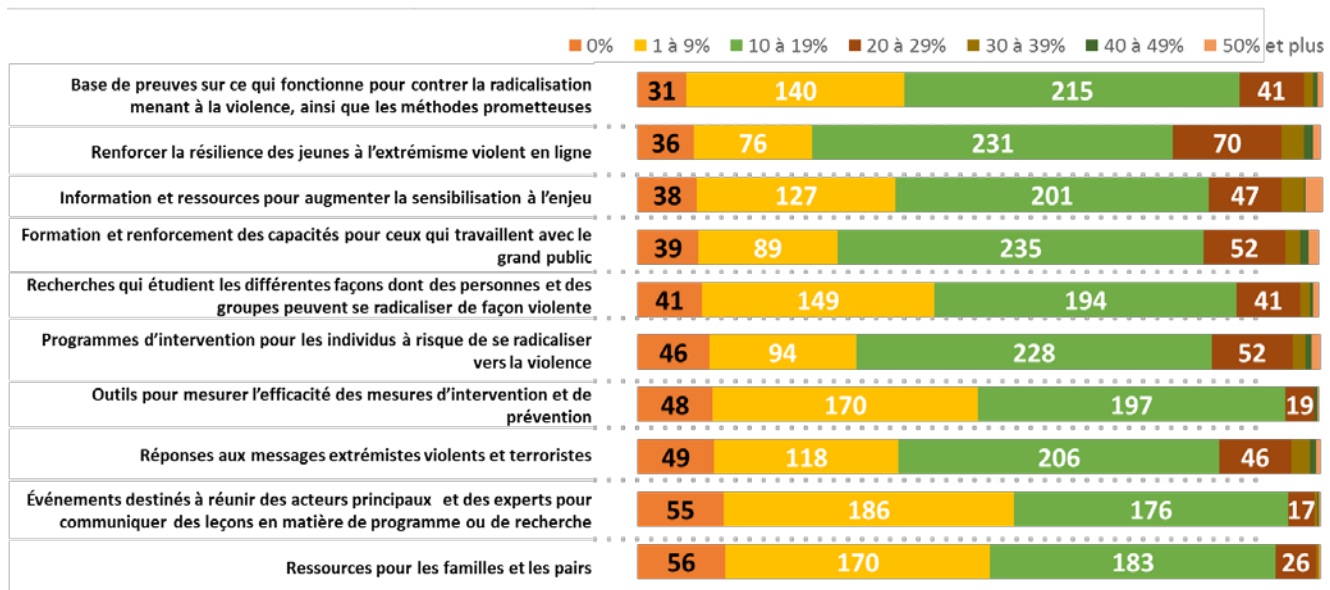
Q4 — Selon vous, lesquels, parmi les domaines suivants, le Centre canadien devrait-il soutenir et dans quelle mesure? (Nombre total de réponses des participants = 715)

Dans l'ensemble, la plupart des participants ont réparti assez uniformément le financement entre les dix domaines, quelques-uns insistant légèrement sur certaines catégories. Par exemple, de nombreux participants ont échangé les outils pour mesurer l'efficacité, les événements pour réunir des acteurs clés et les ressources pour les familles et les pairs pour le financement accru en ce qui touche l'accroissement de la résilience des jeunes, la formation et le renforcement des capacités pour ceux qui sont sur le terrain et les interventions pour les personnes qui sont à risque.

Bon nombre de participants ont également mis l'accent plus particulièrement sur l'information et les ressources pour sensibiliser le public à la radicalisation menant à la violence. En outre, quelques répondants ont exprimé un soutien de 75 % ou plus en faveur de catégories telles que l'accroissement de la sensibilisation, le renforcement de la résilience des jeunes, les ressources et la formation.

Bien que l'affectation moyenne du financement mette en évidence certains domaines clés, l'examen de la répartition du montant alloué à chaque domaine recommandé permet d'obtenir un point de vue différent. Le tableau ci-dessous montre la variation de l'importance accordée à différents sujets par les participants, avec un plus grand nombre de répondants allouant plus de ressources disponibles à l'information et aux ressources pour accroître la sensibilisation, au renforcement de la résilience des jeunes, à la formation et au renforcement des capacités.

Figure 4 — Pourcentage des fonds alloués par les participants, par domaine d'activité



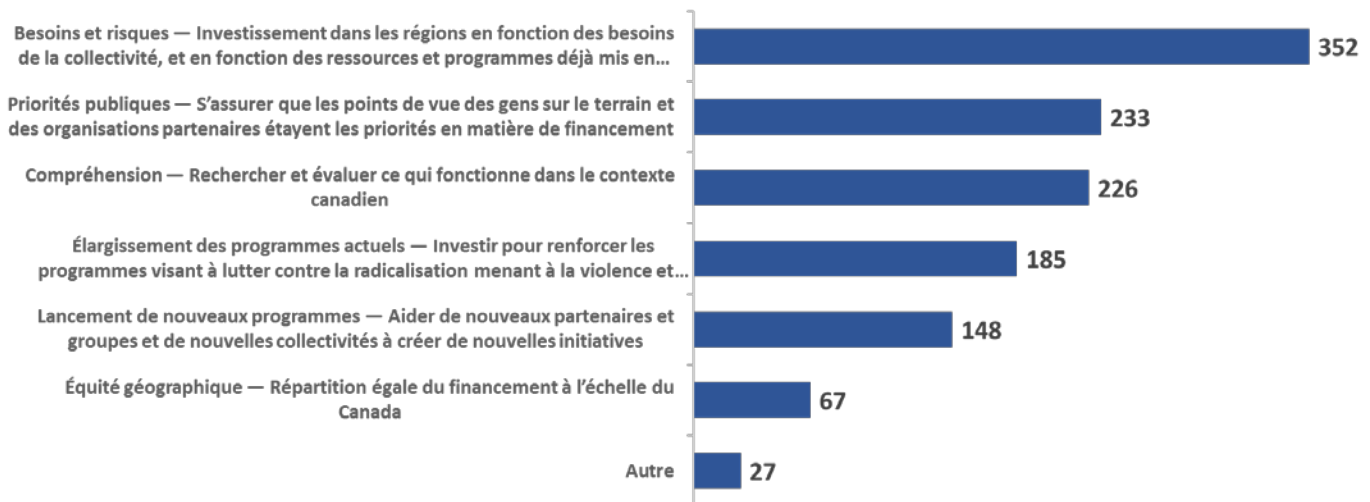
Q4 — Selon vous, lesquels, parmi les domaines suivants, le Centre canadien devrait-il soutenir et dans quelle mesure? (Nombre total de réponses des participants = 715)

Critères de financement

Dans l'ensemble, les participants étaient plus susceptibles de reconnaître l'évaluation des besoins et des risques comme le principal critère pour prendre des décisions au chapitre du financement, suivis par les priorités publiques et l'investissement dans la compréhension. Les organisations ont mis davantage l'accent sur les évaluations des besoins et des risques que les personnes et les professionnels, tandis que ceux-ci accordaient surtout la priorité à compréhension et à la recherche concernant les approches de prévention de la radicalisation menant à la violence dans le contexte canadien.

En règle générale, l'équité géographique et le financement des programmes actuels se révélaient moins importants, mais certains organismes et professionnels étaient plus susceptibles d'indiquer que le lancement de nouveaux programmes constituait une priorité.

Figure 5 — Trois facteurs les plus importants à prendre en considération au moment de prendre des décisions en matière de financement



Q5 — Quand le Centre canadien prend des décisions quant aux organisations à financer, parmi les facteurs suivants, quels sont les trois qui, selon vous, sont les plus importants? (Nombre total de réponses des participants = 715)

Les répondants qui ont mentionné l'équité géographique comme l'un des trois principaux critères pour les décisions en matière de financement ont accordé, en moyenne, une plus grande importance au renforcement de la sensibilisation à l'enjeu. De même, ceux qui ont choisi la compréhension ont alloué en moyenne un pourcentage plus élevé de financement aux éléments de preuve de ce qui fonctionne et sur la recherche consacrée aux modes de radicalisation.

Les participants qui souhaitent financer de nouveaux programmes étaient plus susceptibles de mettre l'accent, en ce qui touche l'affectation de fonds, sur la prévention et les interventions actives, comme le renforcement de la résilience des jeunes à l'extrémisme violent en ligne, les réponses aux messages extrémistes violents et terroristes et les interventions auprès de personnes susceptibles de faire l'objet d'une radicalisation menant à la violence.

En outre, les participants ont recommandé des critères de financement supplémentaires en ce qui touche le Fonds pour la résilience communautaire. Selon certains, il devrait être **axé sur la collectivité**, où celle-ci peut accorder la priorité au chapitre du financement. On a également proposé une approche propre à la collectivité, qui comprenait la consultation directe auprès de collectivités en particulier pour déterminer les questions qui leur tiennent à cœur.



*Consulter les collectivités directement pour réunir les principaux acteurs représentant les principales organisations musulmanes canadiennes afin de discuter de l'établissement des priorités de financement *avant* de déterminer les priorités de financement. Être ouvert et réceptif à la redéfinition des priorités de financement en fonction de la rétroaction fournie par les principaux acteurs. » [Traduction]*



Passer plus de temps sur le terrain à traiter les problèmes et à s'occuper des collectivités et consacrer moins de temps à communiquer la recherche sur ce qui a fonctionné pour nous (approches urbaines et rurales pour faire face aux problèmes). » [Traduction]

De surcroît, les participants ont recommandé l'accès au financement pour les **fournisseurs de services** et les agences provinciales qui offrent les programmes.



Concentrer les ressources sur le renforcement des capacités des agences provinciales et territoriales qui offriront des programmes de lutte contre la radicalisation par l'entremise des structures existantes et de ceux qui peuvent permettre de répertorier les personnes qui se radicalisent. La recherche évaluée

par les pairs sur les interventions efficaces devrait également être bien financée, afin de façonner l'évolution des efforts futurs. » [Traduction]

Des approches fondées sur des données probantes ont également été suggérées, indiquant qu'un financement devrait être accordé aux méthodes et aux organisations qui ont déjà connu du **succès dans le passé**.



À mon avis, les données probantes se révèlent extrêmement importants lorsqu'il s'agit d'élaborer une stratégie de lutte contre la radicalisation menant à la violence propre au Canada. Les leçons tirées de l'expérience d'autres pays devraient évidemment être prises en considération, mais une fois la stratégie élaborée, les Canadiens doivent pouvoir s'y reconnaître. La stratégie initiale devrait consister à adopter une approche plus générale au préalable, en renforçant les capacités au sein des diverses régions et organisations. Une fois la capacité renforcée, le financement pourrait être réorienté vers des questions plus spécifiques si les données probantes appuient un tel changement. » [Traduction]

Un thème récurrent du questionnaire a été l'accent mis sur les collectivités et les jeunes. Quelques participants ont souligné que le financement fourni par le Centre canadien devrait accorder la **priorité aux jeunes** et aux collectivités marginalisées.



Le financement devrait être axé sur les collectivités, les ressources, la résilience des jeunes. Des centres supplémentaires devraient être accessibles partout au pays. » [Traduction]



Soutenir les collectivités locales on sait que ça fonctionne ailleurs dans le monde, alors ça fonctionnerait ici aussi. » [Traduction]

2.4 Documents et ressources d'apprentissage

Des moyens efficaces de lutter contre la radicalisation menant à la violence et le rôle des médias et des journalistes dans la radicalisation menant à la violence et la prévention ont constitué les principales questions retenues sur lesquelles doit se pencher le Centre canadien. Cela reflète en partie la priorité en matière de financement accordée à la production de mesures efficaces pour contrer la radicalisation menant à la violence.

Le rôle des médias et la contribution d'Internet soulevaient davantage de préoccupations chez les participants qui ne s'engagent pas dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence dans le cadre de leur travail quotidien. Parmi les organisations, les outils ou la formation pour les travailleurs de première ligne et les signes que des personnes ou des groupes peuvent s'engager dans un processus de radicalisation menant à la violence figuraient parmi les trois domaines prioritaires en matière de ressources, en plus des programmes efficaces. Parmi les participants, les professionnels étaient également plus susceptibles d'inscrire des outils ou de la formation pour les travailleurs de première ligne parmi les trois principaux documents requis.

Figure 6 — Trois principaux domaines de questions pour les produits de connaissances



Q6a. Parmi les questions ci-dessous, à votre avis, quelles sont les trois plus importantes questions auxquelles le Centre canadien doit réfléchir? (Total de participants ayant répondu = 715)

Les commentaires concernant le type de recherche, les documents et les renseignements que le Centre canadien pourrait fournir au public ainsi qu'aux personnes qui travaillent dans le secteur comprenaient d'autres questions sur la façon dont la radicalisation menant à la violence se produit.



Quel rôle jouent le cynisme et l'apathie dans la radicalisation? Comment élargir la discussion pour inclure ces facteurs? » [Traduction]



La recherche se révèle importante, mais des recherches récentes et exhaustives ont déjà été menées sur plusieurs des questions mentionnées ci-dessus (par exemple, projets de recherche TSAS). Il manque des solutions et des outils axés sur la recherche pour aborder les problèmes dans les collectivités locales partout au Canada. » [Traduction]

Quelques participants sont également d'avis qu'il faut continuer à privilégier les initiatives existantes plutôt que de reproduire des documents et de reconfirmer les recherches existantes.

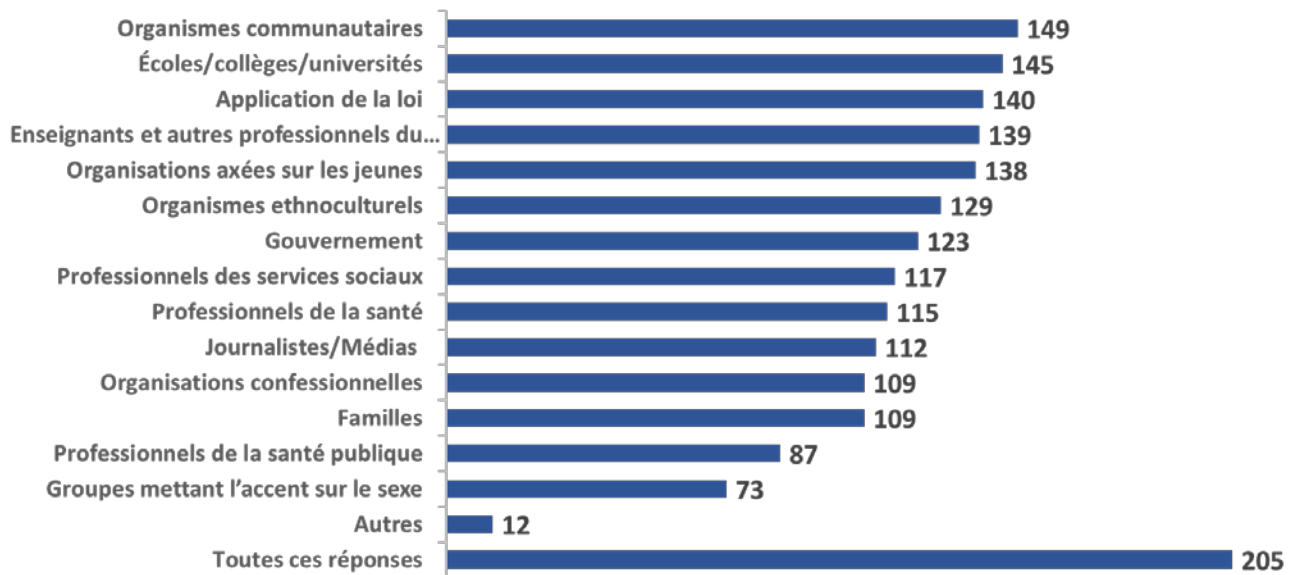


Je ne le sais pas, mais je crois qu'un grand nombre de renseignements et de recherches existent déjà à ce sujet, et j'aimerais que le Centre se concentre sur le soutien des initiatives qui existent déjà. » [Traduction]

2.5 Mobilisation des intervenants

Dans l'ensemble, de nombreux participants ont estimé que tous les principaux acteurs recommandés, ou une majorité d'entre eux, devraient participer à la lutte contre la radicalisation menant à la violence. Les participants étaient enclins à exclure les groupes se concentrant sur le genre (par exemple, les organisations dirigées par des femmes, et/ou mettant l'accent sur des enjeux comme l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles) et les professionnels de la santé publique (par exemple, le bien-être communautaire). Parmi les autres suggestions formulées par les participants figurent les organisations artistiques, les universitaires, les organisations de défense des droits de l'homme, les célébrités et d'autres experts.

Figure 7 — Mobilisation des principaux intervenants



Q7. À votre avis, quels secteurs devraient participer à la lutte contre la radicalisation menant à la violence dans les collectivités?
(Nombre total de réponses des participants = 715)

2.6 Autres commentaires et réactions

Les participants ont également eu l'occasion de fournir une rétroaction ou des commentaires supplémentaires sur l'orientation du Centre canadien et la stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence. Bien que la plupart aient décidé de ne pas inclure d'autres commentaires, certains ont pris le temps de souligner leur appréciation de cette initiative ou de prendre position sur les questions précédentes et de nommer les principaux secteurs d'intervention privilégiés.

Certains ont discuté des questions entourant les différentes identités culturelles et les groupes vulnérables, y compris les répercussions du racisme et des préjugés incitant à la violence à l'égard de ces personnes. D'autres se sont concentrés sur l'éducation du public ainsi que des dirigeants et des employés du gouvernement en ce qui concerne la lutte contre la radicalisation menant à la violence.

Parmi les autres suggestions reçues qui n'ont pas fait l'objet d'une discussion approfondie, mentionnons une perspective mondiale sur l'enjeu et des propositions pour un suivi une fois que la stratégie du Centre canadien sera élaborée. La prise de décisions éclairées a également été mentionnée, et quelques-uns ont relevé d'autres besoins pour examiner les causes sous-jacentes de la radicalisation et réfléchir à l'avenir du Canada.

En outre, un petit nombre de participants se sont dits préoccupés par le rôle que jouent les médias et la désinformation dans les environnements où la radicalisation est possible.

3.0 Annexe

3.1 Questionnaire en anglais

Call to Participate

The Canada Centre for Community Engagement and Prevention of Violence (Canada Centre) provides national leadership on Canada's efforts to prevent radicalization to violence. The Canada Centre is seeking feedback from partners, stakeholders, and the public to help inform priorities for a national strategy on countering radicalization to violence.

Participate Now!

Radicalization to violence occurs when a person or group takes on extreme ideas and begins to think they should use violence to support their beliefs. People can radicalize to violence for different reasons and it is not unique to any particular religion, culture or background.

In Canada, the rate of people becoming radicalized to violence is relatively low when compared to other countries, but even one act of violence can result in significant harm.

The Canada Centre for Community Engagement and Prevention of Violence (the Canada Centre) leads Canada's work to address this important issue. We work with groups across Canada and around the world to offer advice, research and funding to address and help prevent radicalization to violence and its harmful impacts to our communities.

Online Public Consultation

The Canada Centre is developing a national strategy that will help identify priorities that the Government of Canada will use to address radicalization to violence. They are looking for input from Canadians on what should be included within these priorities.

Past research has shown that the best solutions on this issue often come directly from individuals on the frontline – like volunteers, activists, professionals, youth, peers, and family members – that can offer advice and solutions based on their local realities. To help shape Canada's approach, the Canada Centre has launched an online public consultation to get Canadians' views on the issue.

Your input will help shape Canada's approach in a number of different ways, including:

- How local communities and frontline actors can participate in addressing radicalization to violence and its harmful impacts;
- Where funding and other resources can be directed in order to get the best results; and

- The role that the Canada Centre can play in increasing public knowledge about countering radicalization to violence.

All Canadians are encouraged to share their views through the online consultation portal. Submissions will be accepted until **Wednesday, April 25th, 2018**.

Demographics

The demographic information we gather for analyzing feedback will never identify individual people.

The Canada Centre for Community Engagement and Prevention of Violence is committed to an open, transparent and inclusive process for the consultation. We would very much appreciate you taking a few minutes to tell us a bit about yourself. These questions are optional and demographic information will not be linked to your submission. However, answering will allow us to better understand the range of Canadian perspectives contributing to this consultation.

DEM01A

Do you live in Canada?

Yes

No

DEM01B

What are the first 3 digits of your postal code?

DEM02

What is your age?

Under 18

18 to 24 years

25 to 34 years

35 to 44 years

45 to 54 years

55 and over

Prefer not to answer

DEM03

With what gender do you identify?

Male

Female

Other

Prefer not to answer

DEM04a

Please choose what **best** describes you. Are you giving us your feedback:

- On behalf of an organization?
- As a professional or volunteer whose work involves countering radicalization to violence or closely related activities (violence prevention, conflict resolution, internet safety, etc.)?
- As someone who cares about countering radicalization to violence for you, your family, or friends?
- I prefer not to disclose

DEM04b_PRO

[IF PROFESSIONAL AT DEM04a]

What percentage of your work involves efforts to address radicalization to violence?

- 100%
- 75%-99%
- 50%-74%
- 25%-49%
- 1-24%
- None

DEM04b_ORG

[IF ORGANIZATION AT DEM04a]

What percentage of resources does your organization spend on efforts to address radicalization to violence?

- 100%
- 75%-99%
- 50%-74%
- 25%-49%
- 1-24%
- None

DEM05

[IF INDIVIDUAL AT DEMO4a]

Check any of the following statements that apply to you:

- I am the parent or guardian of a child under 16 years of age.
- I am an Indigenous person, that is, First Nations, Métis or Inuk (Inuit).
- I am a member of a visible minority, by virtue of race or colour.
- I am a recent immigrant to Canada (past 5 years).
- I prefer not to disclose.

DEM06

Canadians come from all over the world, and have all types of backgrounds. Which ethnic community do you identify with?

- European (British Isles, French, Dutch, German, Russian, Ukrainian, etc.)
- Indigenous
- Caribbean
- Latin, Central and South American
- African
- Arab
- West Asian (e.g. Afghan, Armenian, Iranian, Israeli, Turkish, etc.)
- South Asian (e.g. Indian, Pakistani, Punjabi, Sri Lankan, Tamil, etc.)
- Chinese
- Filipino
- Other East and Southeast Asian (e.g. Vietnamese, Korean, Japanese, etc.)
- Oceania (e.g. Australian, Pacific Islands, etc.)
- Other (specify)
- Don't know/prefer not to respond

DEM07

What is this your religion?

- Buddhist
- Christian
- Hindu
- Jewish
- Muslim
- Sikh
- Traditional (Aboriginal) Spirituality
- Other religions
- No religious affiliation (i.e. Agnostic, Atheist, Humanist, No religion etc.)
- Prefer not to disclose

DEM08

What is the highest level of education you have received?

- Primary school or less
- Some high school
- Graduated high school
- Some college/CEGEP/Trade School
- Graduated from college/CEGEP/Trade School
- Some university, but did not finish
- University undergraduate degree
- University graduate degree

Main Questionnaire

Q1

How familiar are you with the Canada Centre for Community Engagement and Prevention of Violence (the Canada Centre)'s role and activities?

- Very familiar
- Somewhat familiar
- Not very familiar
- Not at all familiar
- Don't know

INFO1

The Canada Centre for Community Engagement and Prevention of Violence (Canada Centre) provides national leadership on Canada's efforts to prevent radicalization to violence. We work with groups across Canada and around the world to offer advice, research and funding to address and help prevent radicalization to violence and its harmful impacts on our communities.

[LINK TO LIGHTBOX WITH DEFINITION "Radicalization to violence"]

Radicalization to violence occurs when a person or group takes on extreme ideas and begins to think they should use violence to support their beliefs. People can radicalize to violence for different reasons and it is not unique to any particular religion, culture or background.

[LINK TO LIGHTBOX WITH DEFINITION "key actors / stakeholders"]

A number of different organizations, individuals and groups are involved in countering radicalization to violence, such as health professionals, social service providers, teachers, schools, government, law enforcement, the media and other associations, groups and organizations working with affected audiences.

National Strategy

INFO2

The Canada Centre is developing a plan that will identify the Government of Canada's priorities to address radicalization to violence across Canada.

Q3

To what extent do you agree or disagree that the Canada Centre should focus on these areas?

- **Explaining the issue:** Explain how and why radicalization to violence and violent extremism can occur, and what it looks like in Canada, including its impact on individuals and communities.
- **Building relationships among key actors [LIGHTBOX LINK]:** Identify people and organizations with important roles in addressing radicalization to violence in Canada, along with how they can and do work together (e.g. law enforcement, health and social services, education, community-based organizations, etc.).
- **Enabling local action:** Demonstrate ways to raise awareness, dispel myths, and otherwise strengthen local ability to support prevention and address community concerns about hate, fear and conflict.
- **Tackling prevention online:** Explain how violent extremists and terrorists use of the internet, along with the impact on individuals and communities, and review promising avenues for online prevention and intervention.

- **Creating and sharing knowledge:** Review and share key research findings on radicalization to violence relevant to Canada, with a focus on what works to prevent it and address its impacts.
- **Providing leadership:** Demonstrate how the Canada Centre will bring together and advance efforts across Canada; develop and share expertise; build domestic and international networks; and invest in evidence-based programming and research.

- Strongly agree
- Somewhat agree
- Somewhat disagree
- Strongly disagree
- No opinion

Q3_Others

Is there anything missing that should be included in a national strategy on countering radicalization to violence?

Q3_Explanation

What role would you like to see the Canada Centre play in explaining the causes of radicalization to violence and its impacts on communities? What key audiences should it be trying to reach?

No comment

Q3_Workingwithyou

How can the Canada Centre identify, work with, and support key actors to deal with radicalization to violence and its impacts?

No comment

Q3_Inyourcommunity

What steps can the Canada Centre undertake to help strengthen local ability to raise awareness and deal with issues relating to hate, fear and conflict within communities?

No comment

Q3_ProvidingSupport

The Canada Centre proposes supporting local activities through sharing expertise, introducing key actors to one another, and providing funding to individuals and organizations.

How **else** can the Canada Centre support local activities?

No comment

Q3_Online

How can the Canada Centre best prevent the internet from being misused by violent extremists and terrorists, as well as reduce the harmful impacts of violent extremist online content?

No comment

Q3_Sharinginformation

What steps can the Canada Centre take to make expert knowledge easily accessible for the general public? What key audiences should it be trying to inform?

No comment

Q3_ProvidngLeadership

How can the Canada Centre best provide leadership on countering radicalization to violence in Canada?

No comment

Canada Centre's Role

INFO3

The following are some suggested areas of focus for the Canada Centre when engaging with individuals, groups, and communities across the country that reflect Canada's diversity in gender, ethno-cultural background, faith, age, and sexual orientation, among others.

Q2a

How important is it that the Canada Centre focus on each of the following when engaging with communities?

- **Building relationships and trust with organizations:** supporting trust and building confidence with organizations such as law enforcement, and health and social services, before and after incidents of radicalization to violence and violent extremism
 - **Raising awareness** about radicalization to violence
 - **Sharing information and resources:** provide timely, relevant information to help answer questions, guide to services, and address misconceptions and concerns. This includes support for health and social services resources (e.g. counseling, family support, and treatment for trauma and mental health issues)
 - **Supporting local prevention efforts:** support local efforts to identify available resources, build capacity, and connect partners and services to support communities
 - **Connecting Canadians to work together:** engage groups and communities affected by radicalization to violence and violent extremism to better understand their experiences, and support local needs and capabilities
 - **Providing training** to better deal with radicalization to violence
-
- Very important
 - Somewhat important
 - Not very important
 - Not at all important
 - No opinion

Q2b

Do you have any comments or suggestions regarding areas that the Canada Centre should focus on in supporting and engaging with individuals, groups, and communities affected by violent extremism?

Funding

Q4

The Canada Centre has a grants and contribution program, known as the Community Resilience Fund, which provides funding to organizations and individuals who are working to prevent radicalization to violence and its impacts.

Which of the following areas do you think the Canada Centre should support, and to what degree?

Please indicate below the percentage of budget (from 0 to 100) you feel should be given to each area.

- Information and resources to raise awareness about the issue
- Research that shows the different ways individuals and groups may radicalize to violence
- Evidence about what works and what is promising to counter radicalization to violence
- Tools to measure the effectiveness of intervention and prevention efforts
- Developing youth resilience to violent extremism online
- Responses to violent extremist and terrorist messaging, such as education, technological solutions, and sharing messages that challenge violent extremist messaging
- Interventions for individuals that may be at risk of radicalizing to violence
- Resources for families and peers
- Events aimed at bringing key actors and experts together to share lessons in programming and/or research
- Training and capacity-building for those working with the public, such as health and social services, and law enforcement

Q4b

Do you have any other suggestions or comments to help the Canada Centre prioritize funding through the Community Resilience Fund?

Q5

When the Canada Centre is making decisions on which organizations to fund, which **three** factors do you think are the **most important** considerations?

- **Geographic-equity** - Equal distribution of funding across Canada
- **Needs and risks** - Investments in areas based on community needs, as well as existing programs and resources
- **Understanding** – Investments in research and measurement of which approaches work well for the Canadian context
- **Expanding current programs** - Investing to further develop programs aimed at countering radicalization to violence and its impacts
- **Starting new programs** - Helping new partners, groups, and communities create new initiatives
- **Public priorities** – Making sure local voices and partner organizations inform funding priorities
- Other (please specify)

Knowledge Products

Q6a

The Canada Centre will also be developing some learning resources and materials to inform Canadians about countering radicalization to violence.

Which **three** of the following questions do you think are the **most** important for Canada Centre to explore?

- Why do some people or groups radicalize to violence?
- What are the signs that individuals or groups may be radicalizing to violence?
- How can processes of radicalization to violence differ? For example, what are similarities and differences across age, gender, violent extremist group, and roles in such a group?
- How does the Internet contribute to radicalization to violence and its impacts?
- What factors help or encourage collaboration and trust between community members and law enforcement in addressing radicalization to violence?
- What types of programs and initiatives are effective in countering radicalization to violence?
- What tools or training exist for front-line workers in addressing radicalization to violence?

- What is the role of media and journalism in relation to radicalization to violence and in prevention?

Q6b

Are there any **other topics** that you think the Canada Centre should share with Canadians regarding countering radicalization to violence?

Engagement

Q7

Which sectors do you think should be involved in countering radicalization to violence within communities?

- Community-based organizations (i.e. local organizations)
- Ethno-cultural organizations (i.e. ethnic or cultural community associations and/or organizations)
- Faith-based organizations (i.e. religious-based organizations)
- Youth-oriented organizations
- Groups focusing on gender (e.g. organizations led by women, and/or focusing on issues such as gender equality, and empowerment for women and girls)
- Public health professionals (e.g. community well-being)
- Health professionals (e.g. mental health, nursing)
- Social service professionals (e.g. family services, child care)
- Teachers and other education professionals
- Schools/Colleges/Universities
- Government (e.g. municipal, provincial/territorial)
- Law enforcement
- Journalists/the Media
- Families
- Other (please specify)
- All of the above

Final Questions

QFinal.

Do you have any further comments or suggestions regarding the development of the Canada Centre's National Strategy to counter radicalization to violence?

No Comment

Evaluation

Eval1

Please answer each of the following:

- Was the purpose of this consultation clear?
- Did this consultation give you an adequate opportunity to provide feedback on the National Strategy to Countering Radicalization to Violence?
- Were the instructions to participate in this consultation clear?
- Were the materials presented to inform your participation in this consultation helpful?

- Were you able to provide all your comments within the consultation period?
-

Response items:

- Yes
- No
- Don't know

3.2 Questionnaire en français

Appel à la participation

Le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence (Centre canadien) assure un leadership national dans le cadre des efforts du Canada pour prévenir la radicalisation menant à la violence. Le Centre canadien sollicite les commentaires de partenaires, d'intervenants et de membres du grand public pour informer les priorités d'une stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence.

Participez maintenant!

La « radicalisation menant à la violence » se manifeste lorsqu'une personne ou un groupe adopte des idées extrêmes et commence à croire qu'il lui faut recourir à la violence pour soutenir ses croyances. Différentes personnes se radicalisent et deviennent violentes, pour différentes raisons, et ce n'est pas unique à une religion, une culture ou une origine donnée.

Au Canada, le taux de personnes qui se radicalisent et deviennent violentes est relativement faible comparativement à d'autres pays, mais un seul acte de violence peut causer d'importantes répercussions néfastes.

Le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence (le Centre canadien) dirige les travaux du Canada dans ce dossier important. Nous collaborons avec des groupes à la grandeur du Canada et dans le monde entier afin de fournir des conseils, des recherches et du financement pour contrer la radicalisation violente et ses conséquences négatives dans nos collectivités.

Consultation publique en ligne

Le Centre canadien élabore une stratégie nationale pour aider à cerner les priorités du gouvernement du Canada dans sa lutte contre la radicalisation menant à la violence. Le Centre canadien sollicite la contribution des Canadiens sur ce qu'il faut inclure dans ces priorités.

Des études antérieures ont montré que les meilleures solutions à cet enjeu viennent souvent directement des intervenants de première ligne – comme les bénévoles, les activistes, les professionnels, les jeunes, les pairs et les membres de la famille – qui peuvent donner des conseils et des solutions tenant compte de leurs situations locales. Afin d'aider à établir l'approche du Canada, le Centre canadien a lancé une consultation publique en ligne afin d'obtenir l'opinion de Canadiens sur la question.

Votre apport aidera à déterminer l'approche du Canada de plusieurs façons différentes, notamment :

- la façon dont les collectivités locales et les intervenants de première ligne peuvent participer à la lutte contre la radicalisation menant à la violence et ses répercussions néfastes;
- où les fonds et autres ressources peuvent être dirigés afin d'obtenir les meilleurs résultats;

- le rôle que le Centre canadien peut jouer afin d'augmenter la connaissance du public au sujet de la lutte contre la radicalisation menant à la violence.

Tous les Canadiens sont invités à exprimer leur opinion par l'entremise du portail de consultation en ligne [HYPERLIEN]. Les soumissions seront acceptées jusqu'au lundi 16 avril 2018.

Caractéristiques démographiques

Les renseignements démographiques que nous recueillons afin d'analyser les réponses ne serviront jamais à identifier qui que ce soit.

Le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence s'est engagé à mener un exercice de consultation ouvert, transparent et inclusif. Nous vous serions très reconnaissants de prendre quelques minutes pour nous dire un peu plus à propos de vous. Répondre à ces questions n'est pas obligatoire, et les renseignements démographiques ne seront pas associés à votre formulaire. Cependant, le fait de répondre à ces questions nous aidera à mieux comprendre toute la gamme des points de vue des Canadiens qui contribuent à cette consultation.

DEM01A

Résidez-vous au Canada?

Oui

Non

DEM01B

Quels sont les trois premiers caractères de votre code postal?

DEM02

Quel âge avez-vous?

Moins de 18 ans

De 18 à 24 ans

De 25 à 34 ans

De 35 à 44 ans

De 45 à 54 ans

De 55 ans et plus

Je préfère ne pas répondre

DEM03

Quel est le sexe auquel vous vous identifiez?

Masculin

Féminin

Autre

Je préfère ne pas répondre

DEM04

Veuillez choisir ce qui vous décrit **le mieux**. Faites-vous vos commentaires :

- au nom d'une organisation?

- en tant que professionnel ou bénévole dont le rôle inclue lutter contre la radicalisation menant à la violence ou des activités qui y sont étroitement liées (prévention de la violence, résolution des conflits, sécurité sur Internet, etc.)?
- En tant que quelqu'un qui tient à cœur la lutte contre la radicalisation menant à la violence pour vous, votre famille ou vos amis.
- je préfère ne pas répondre.

DEM04b_PRO

[IF PROFESSIONAL AT DEM04a]

Quel pourcentage de votre travail concerne des efforts visant à lutter contre la radicalisation menant à la violence?

- 100 %
- de 75 % à 99 %
- de 50 % à 74 %
- de 25 % à 49 %
- de 1 à 24 %
- 0 %

DEM04b_ORG

[IF ORGANIZATION AT DEM04a]

Quel pourcentage des ressources votre organisation consacre-t-elle aux efforts visant à lutter contre la radicalisation menant à la violence?

- 100 %
- de 75 % à 99 %
- de 50 % à 74 %
- de 25 % à 49 %
- de 1 à 24 %
- 0 %

DEM05

[IF INDIVIDUAL ASK]

Veuillez cocher tous les énoncés qui s'appliquent :

- Je suis le parent ou le tuteur d'un enfant de moins de 16 ans.
- Je suis Autochtone, c'est-à-dire membre d'une Première Nation, Métis ou Inuk (Inuit).
- Je suis un membre d'une minorité visible, en raison de ma race ou de la couleur de ma peau.
- Je suis un immigrant récent au Canada (au cours des cinq dernières années).
- Je préfère ne pas répondre.

DEM06

Les Canadiens viennent de partout dans le monde et ont des origines diversifiées. À quelle communauté ethnique vous

identifiez-vous?

- Européen ([îles britanniques, Français, Hollandais, Allemand, Russe, Ukrainien, etc.)
- Autochtone
- Antillais
- Amérique latine, Amérique centrale et Amérique du Sud
- Africain
- Arabe
- Asiatique de l'Ouest (p. ex. Afghan, Arménien, Iranien, Israélien, Turc, etc.)
- Asiatique du Sud (p. ex. Indien, Pakistanais, Punjabi, Sri Lankais, Tamoul, etc.)
- Chinois
- Philippin
- Autre Asiatique de l'Est et du Sud-Est (p. ex. Vietnamien, Coréen, Japonais, etc.)
- Océanien (p. ex. Australien, îles du Pacifique, etc.)
- Autre (préciser)
- Je ne sais pas/Je préfère ne pas répondre

DEM07

Quelle est votre religion?

- Bouddhiste
- Chrétienne
- Hindoue
- Juive
- Musulmane
- Sikhe
- Spiritualité traditionnelle (autochtone)
- Autres religions
- Aucune appartenance religieuse (c.-à-d. agnostique, athée, humaniste, pas de religion, etc.)
- Je préfère ne pas répondre

DEM08

Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint?

- École primaire ou moins
- Études secondaires partielles
- Diplôme d'études secondaires
- Certaines études collégiales/cégep/école de métiers
- Diplôme d'un collège/d'un cégep/d'une école de métiers
- Études universitaires partielles
- Diplôme universitaire de premier cycle
- Diplôme universitaire de deuxième cycle

Questionnaire principal

Q1

Dans quelle mesure connaissez-vous le rôle et les activités du Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence (le Centre canadien)?

- Très bien
- Plutôt bien

- Pas très bien
- Pas du tout
- Je ne sais pas

INFO1

Le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence (Centre canadien) assure un leadership national dans le cadre des efforts du Canada pour prévenir la radicalisation menant à la violence. Nous travaillons en collaboration avec des groupes partout au Canada et à l'échelle internationale pour offrir des conseils, soutenir des recherches et offrir du financement pour lutter et aider à prévenir la radicalisation menant à la violence et ses répercussions négatives dans nos collectivités.

[\[LINK TO LIGHTBOX WITH DEFINITION "Radicalisation menant à la violence"\]](#)

La « radicalisation menant à la violence » se manifeste lorsqu'une personne ou un groupe adopte des idées extrêmes et commence à croire qu'il lui faut recourir à la violence pour soutenir ses croyances. Différentes personnes se radicalisent et deviennent violentes, pour différentes raisons, et ce n'est pas unique à une religion, une culture ou une origine donnée.

[\[LINK TO LIGHTBOX WITH DEFINITION "Acteurs principaux/parties intéressées"\]](#)

De nombreuses organisations différentes, individus et groupes sont impliqués dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence, tels que les professionnels de la santé et des services sociaux, les enseignants, les écoles, les fonctionnaires, les forces de l'ordre, les médias et d'autres associations, groupes et organisations qui travaillent avec les personnes touchées.

Stratégie nationale

INFO2

Le Centre canadien met au point un plan qui identifiera les priorités du gouvernement du Canada dans le cadre de la lutte contre la radicalisation menant à la violence à l'échelle du Canada. Le plan portera sur différents enjeux, notamment :

- **Expliquer l'enjeu** : Expliquer comment et pourquoi la radicalisation menant à la violence et à l'extrémisme violent peut survenir, les formes qu'elle prend au Canada, y compris ses répercussions sur les personnes et les collectivités.
- **Créer des relations parmi les acteurs principaux** : Identifier les personnes et les organisations qui jouent des rôles importants dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence au Canada ainsi que la façon dont elles travaillent ensemble et peuvent travailler ensemble (p. ex. forces de l'ordre, services de santé et services sociaux, éducation et organisations communautaires).
- **Permettre l'action locale** : Montrer des façons de sensibiliser les gens, de réfuter les mythes et renforcer la capacité locale de soutenir les activités de prévention ainsi qu'aborder les préoccupations des communautés au sujet de la haine, de la peur et du conflit.
- **Entamer la prévention en ligne** : Expliquer de quelle façon les extrémistes violents et les terroristes utilisent l'Internet et les répercussions sur les personnes et les collectivités; et examiner les méthodes prometteuses de prévention et d'intervention en ligne.

- **Générer et partager les connaissances** : Examiner et communiquer les conclusions des recherches sur la radicalisation menant à la violence qui sont pertinentes au contexte Canadien en mettant l'accent sur les mesures efficaces de prévention ainsi que les mesures permettant de s'attaquer aux répercussions de la radicalisation menant à la violence
- **Assurer un leadership** : Montrer de quelle façon le Centre canadien réunira les efforts de partout au Canada et les renforcera; acquérir et communiquer une expertise; créer des réseaux nationaux et internationaux; et investir dans la recherche et les programmes fondées sur des preuves scientifiques.

Q3

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'idée que le Centre canadien devrait se concentrer sur ces domaines?

- Expliquer l'enjeu
 - Créer des relations parmi les acteurs principaux
 - Permettre l'action locale
 - Entamer la prévention en ligne
 - Générer et partager les connaissances
 - Assurer un leadership
- Tout à fait d'accord
 - Plutôt d'accord
 - Plutôt en désaccord
 - Tout à fait en désaccord

Q3_Autres

Manque-t-il quelque chose qu'il faudrait ajouter dans une stratégie nationale pour lutter contre la radicalisation menant à la violence?

Q3_Explication

Quel rôle aimeriez-vous voir le Centre canadien jouer pour expliquer les causes de la radicalisation menant à la violence? et ses répercussions sur les collectivités? Quels public cibles faut-il tenter de joindre?

Aucun commentaire

Q3_Partnerships

Comment le Centre canadien peut-il identifier les acteurs principaux, travailler en collaboration avec eux et les soutenir afin de lutter contre la radicalisation menant à la violence et ses répercussions?

Aucun commentaire

Q3_Communities

Quelles mesures le Centre canadien peut-il prendre pour aider à renforcer les capacités locales de sensibilisation et de gestion des enjeux liés à la haine, la peur et les conflits dans les collectivités?

Aucun commentaire

Q3_Support

Le Centre canadien propose de soutenir des activités locales pour mettre en commun le savoir-faire, pour créer des réseaux et des partenariats, et pour offrir un soutien financier aux personnes et aux organisations.

De quelle **autre** façon le Centre canadien peut-il soutenir des activités locales?

Aucun commentaire

Q3_En ligne

De quelle façon le Centre canadien peut-il le mieux s'assurer que l'Internet n'est pas utilisé à mauvais escient par les extrémistes violents et les terroristes, et de quelle façon peut-il réduire les répercussions néfastes du contenu en ligne lié à l'extrémisme violent?

Aucun commentaire

Q3_PartagerConnaissances

Quelles mesures le Centre canadien devrait-il prendre pour rendre accessible au grand public les connaissances des experts, et quels auditoires clés devrait-il tenter de joindre?

Aucun commentaire

Q3_Leadership

De quelle façon le Centre canadien peut-il le mieux assurer un leadership dans le cadre de la lutte contre la radicalisation menant à la violence au Canada?

Aucun commentaire

Rôle du Centre canadien

INFO3

Voici certains domaines suggérés au Centre canadien dans le cadre de ses activités visant à mobiliser les personnes, les groupes et les collectivités de partout au pays qui reflètent la diversité du Canada en ce qui a trait au sexe, aux origines ethnoculturelles, aux confessions, à l'âge et à l'orientation sexuelle, entre autres. Les domaines suggérés sont les suivants :

- **Bâtir des relations et des liens de confiance avec les organisations** : Favoriser et renforcer la confiance dans le cadre des interactions avec des organisations comme les organismes d'application de la loi, les services de santé et les services sociaux, avant et après des incidents de radicalisation menant à la violence et l'extrémisme violent.
- **Accroître la sensibilisation** au sujet de la radicalisation menant à la violence.
- **Partage de l'information et des ressources** : Fournir de l'information pertinente pour aider à répondre aux questions, diriger les gens vers les services et contrer les mythes et les préoccupations. Cela inclut un soutien pour les ressources dans les domaines de santé et des services sociaux (p. ex. psychothérapie, soutien familial et traitement lié aux traumatismes et aux problèmes de santé mentale).
- **Soutien des efforts de prévention locaux** : Soutenir les efforts locaux à identifier les ressources accessibles, à renforcer les capacités et à réunir les partenaires et les services pour soutenir les collectivités.
- **Tisser des liens entre les Canadiens pour qu'ils travaillent ensemble** : Mobiliser les groupes et les collectivités touchés par la radicalisation menant à la violence et l'extrémisme violent afin de mieux comprendre leurs expériences et, au niveau local, de répondre à leurs besoins et de soutenir leurs capacités.
- **Fournir de la formation** afin de mieux lutter contre la radicalisation menant à la violence.

Q2a

À quel point est-il important que le Centre canadien se concentre sur chacun des thèmes ci-dessous dans ses rapports avec les collectivités?

- Bâtir des relations et des liens de confiance avec les organisations
 - Accroître la sensibilisation à la radicalisation menant à la violence
 - Partage de l'information et des ressources
 - Soutenir les efforts de prévention locaux
 - Tisser des liens entre les Canadiens pour qu'ils travaillent ensemble
 - Donner de la formation
-
- Très important
 - Plutôt important
 - Pas très important
 - Pas du tout important
 - Aucune opinion

Q2b

Avez-vous des commentaires ou des suggestions concernant les domaines sur lesquels le Centre canadien devrait mettre l'accent pour soutenir et mobiliser les personnes, les groupes et les collectivités touchés par l'extrémisme violent?

[OPEN]

Financement

Q4

Le Centre canadien a un programme de subventions et de contributions, le Fonds pour la résilience communautaire, qui fournit du financement à des organismes et des personnes qui s'emploient à lutter contre la radicalisation menant à la violence et ses répercussions.

Selon vous, lesquels, parmi les domaines suivants, le Centre canadien devrait-il soutenir et dans quelle mesure?

Veuillez inscrire ci-dessous le pourcentage du budget (de 0 à 100) qui devrait, selon vous, être attribué à chaque domaine.

- Les ressources et l'information pour augmenter la sensibilisation à l'enjeu
- Les recherches qui étudient les différentes façons dont des personnes et des groupes peuvent se radicaliser de façon violente.
- Une base de preuves sur ce qui fonctionne pour contrer la radicalisation menant à la violence, ainsi que les méthodes prometteuses
- Les outils pour mesurer l'efficacité des mesures d'intervention et de prévention
- Renforcer la résilience des jeunes à l'extrémisme violent en ligne
- Les réponses aux messages extrémistes violents et terroristes, comme les discours qui contestent les idées extrémistes, l'éducation et des solutions technologiques
- Les programmes d'intervention pour les individus à risque de se radicaliser vers la violence
- Les ressources pour les familles et les pairs
- Les événements destinés à réunir des acteurs principaux des experts pour communiquer des leçons en matière de programme ou de recherche
- Formation et renforcement des capacités pour ceux qui travaillent avec le grand public, par exemple les professionnels des domaines de la santé, des services sociaux et les membres des forces de l'ordre.

Q4b

Avez-vous d'autres suggestions ou d'autres commentaires pour aider le Centre canadien à établir l'ordre de priorité du financement dans le cadre du Fonds pour la résilience communautaire?

Q5

Quand le Centre canadien prend des décisions quant aux organisations à financer, parmi les facteurs suivants, quels sont les **trois** qui, selon vous, sont les **plus importants**?

- **Équité géographique** — Répartition égale du financement à l'échelle du Canada
- **Besoins et risques** — Investissement dans les régions en fonction des besoins de la communauté, et en fonction des ressources et programmes déjà mis en place
- **Compréhension** — Rechercher et évaluer ce qui fonctionne dans le contexte canadien
- **Élargissement des programmes actuels** — Investir pour renforcer les programmes visant à lutter contre la radicalisation menant à la violence et ses répercussions
- **Lancement de nouveaux programmes** — Aider de nouveaux partenaires et groupes et de nouvelles collectivités à créer de nouvelles initiatives
- **Priorités publiques** – S'assurer que les points de vue des gens sur le terrain et des organisations partenaires étayent les priorités en matière de financement
- Autre (veuillez préciser)

Produits de connaissances

Q6a

Le Centre canadien créera aussi des ressources et des documents d'apprentissage pour renseigner les Canadiens sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence.

Parmi les questions ci-dessous, à votre avis, quelles sont les trois plus importantes questions auxquelles le Centre canadien doit réfléchir?

- Pourquoi certaines personnes ou certains groupes se radicalisent-ils et deviennent violents?
- Quels sont les signes que des personnes ou des groupes s'engagent peut-être dans un processus de radicalisation menant à la violence?
- Comment les processus de radicalisation menant à la violence diffèrent-ils? Par exemple, quelles sont les similitudes et les différences selon l'âge, le sexe, le groupe extrémiste violent et les rôles au sein d'un tel groupe?
- Comment l'Internet contribue-t-il à la radicalisation menant à la violence et aux répercussions de celle-ci?
- Quels facteurs favorisent ou encouragent la collaboration et la confiance entre des membres de la collectivité et des forces de l'ordre dans la lutte contre la radicalisation menant à la violence?
- Quels types de programmes et d'initiatives sont efficaces pour lutter contre la radicalisation menant à la violence?
- Quels outils ou formations existent pour aider les intervenants de première ligne à lutter contre la radicalisation menant à la violence?
- Quel est le rôle des médias et des journalistes par rapport à la radicalisation menant à la violence et à sa prévention?

Q6b

À votre avis, y a-t-il d'**autres sujets** sur lesquels le Centre canadien devrait se pencher afin d'échanger avec les Canadiens à propos de la lutte contre la radicalisation menant à la violence?

Mobilisation

Q7

À votre avis, quels secteurs devraient participer à la lutte contre la radicalisation menant à la violence dans les collectivités?

- Organismes communautaires (c.-à-d. organisations locales)
- Organismes ethnoculturels (c.-à-d. associations et/ou organisations communautaires ethniques et culturelles)
- Organisations confessionnelles (c.-à-d. organisations religieuses)
- Organisations axées sur les jeunes
- Groupes mettant l'accent sur le sexe (p. ex. organisations dirigées par des femmes et/ou mettant l'accent sur des enjeux comme l'égalité entre les sexes, et l'autonomisation des femmes et des filles)
- Professionnels de la santé publique (p. ex. bien-être communautaire)
- Professionnels de la santé (p. ex. santé mentale et soins infirmiers)
- Professionnels des services sociaux (p. ex. services à la famille et garde d'enfants)
- Enseignants et autres professionnels du milieu de l'éducation
- Écoles/collèges/universités
- Gouvernement (municipalité et provinces et territoires)
- Application de la loi

- Journalistes/les médias
- Familles
- Autres (veuillez préciser)
- Toutes ces réponses

Dernières questions

QFinale

Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions sur l'élaboration de la stratégie nationale du Centre canadien pour lutter contre la radicalisation menant à la violence?

Aucun commentaire

Évaluation

Eval1

Veuillez répondre à toutes les questions suivantes :

- Les objectifs de la consultation étaient-ils clairs?
- Cette consultation vous a-t-elle donné une occasion suffisante de fournir vos commentaires sur la stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence?
- Les consignes pour participer à cette consultation étaient-elles claires?
- Les documents présentés pour vous guider dans votre participation à cette consultation étaient-ils utiles?
- Avez-vous pu fournir tous vos commentaires durant la période de consultation?

Éléments de réponse :

- Oui
- Non
- Je ne sais pas